

# BULLETIN OFFICIEL

du  
Département  
de  
l'Isère

2023  
**Février**  
N° 394  
TOME 1



ISSN 0987-6758



# BULLETIN OFFICIEL DU DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

## TOME 1

### SOMMAIRE

#### **DIRECTION DES RELATIONS EXTERIEURES**

##### **Service vie des élus**

Désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère au Comité départemental des services aux familles

Arrêté N° 2023-933 du 21/02/2023

Délégation de signature temporaire à Madame Delphine Hartmann, Vice-présidente en charge de l'autonomie et des handicaps

Arrêté N° 2023-1042 du 28/02/2023

Désignation des représentants du Président du Conseil départemental de l'Isère à l'Association Hexagone Arts et Sciences

Arrêté N° 2023-1206 du 28/02/2023

Politique : Administration générale

Programme : Assemblée départementale

Opération : Vie des élus

Représentations du Département de l'Isère dans les commissions administratives et les organismes extérieurs et mandat spécial

Extrait des délibérations de la commission permanente du 24 février 2023

Dossier N° 2023 CP02 F 32 50

#### **DIRECTION DE L'AUTONOMIE**

##### **Service contrôle et qualité**

Politique : Personnes âgées

Programme : Hébergement – Soutien à domicile – Accueil familial

Opération : Charges exceptionnelles

Mise à jour des critères de remise de dettes pour les personnes âgées ou handicapées

Extrait des délibérations de la commission permanente du 24 février 2023

Dossier N° 2023 CP02 A 05 11

##### **Service établissements personnes âgées personnes handicapées**

Rectificatif de l'arrêté n°2022-7848 relatif aux tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD médico-social de Coublevie rattaché au Centre hospitalier de Voiron

Arrêté N°2023-478 du 24/01/2023

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Les Ecrins » à Vizille

Arrêté N°2023-482 du 01/02/2023

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Notre-Dame-des-Roches » à Anjou géré par l'association Notre-Dame-des-Roches

Arrêté N°2023-495 du 25/01/2023

Arrêté complémentaire de l'arrêté n° 2023-269 relatif au tarif hébergement en chambre double de l'EHPAD « Le Clos Besson » à Vif, géré par le CCAS de la Ville de Vif

Arrêté N°2023-503 du 26/01/2023

Tarifs hébergement et dépendance 2023 de l'EHPAD public de Roybon

Arrêté N°2023-558 du 27/01/2023

Tarif hébergement double de l'arrêté n° 2023-302 du 16 janvier 2023 de l'EHPAD « Saint-Germain » situé à La Tronche, géré par l'association Habitat et Humanisme Soins  
Arrêté N°2023-565 du 02/02/2023

Tarifs hébergement de la résidence autonomie « Jules Cazeneuve » située à Tullins et gérée par la Fondation Partage de Vie  
Arrêté N°2023-607 du 30/01/2023

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « L'Isle aux Fleurs » à L'Isle-d'Abeau, géré par l'Association Id'Artémis  
Arrêté N°2023-258 du 01/02/2023

Tarifs hébergement et dépendance 2023 de l'EHPAD de Miribel rattaché au centre hospitalier de Saint-Laurent-du-Pont  
Arrêté N°2023-732 du 02/02/2023

Tarifs hébergement de la résidence autonomie « Le Belvédère » gérée par le CCAS de Seyssins  
Arrêté N°2023-815 du 03/02/2023

Tarifs hébergement des résidences autonomie Le Lac, Les Alpains, Montesquieu et Saint-Laurent gérées par le CCAS de Grenoble  
Arrêté N°2023-841 du 06/02/2023

Tarifs hébergement de l'EHPAD « Val Marie» situé à Vourey, géré par l'association Habitat et Humanisme Soins  
Arrêté N° 2023-903 du 09/02/2023

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Saint Bruno» à Grenoble géré par le CCAS de la ville de Grenoble  
Arrêté N° 2023-902 du 09/02/2023

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Lucie Pellat» à Montbonnot géré par le CCAS de la ville de Grenoble  
Arrêté N° 2023-906 du 09/02/2023

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « André Léo» situé à Grenoble géré par le CCAS de la ville de Grenoble  
Arrêté N° 2023-915 du 09/02/2023

Tarifs hébergement et dépendance du Centre de jour et Maison des Aidants « Les Alpains» à Grenoble géré par le CCAS de la ville de Grenoble  
Arrêté N° 2023-937 du 14/02/2023

Tarifification 2023 du foyer d'hébergement Henri Robin, du foyer d'hébergement Isatis, du foyer d'hébergement Les Loges, du service d'activités de jour(SAJ), du service d'accompagnement à la vie sociale(SAVS) et du SAMSAH Autisme de l'association APAJH de l'Isère  
Arrêté N° 2023-525 du 14/02/2023

Tarifs hébergement de la résidence autonomie « Les Pervenches» à Saint-Georges-d'Espéranche gérée par le CIAS de Heyrieux.  
Arrêté N° 2023-914 du 10/02/2023

Tarifs hébergement et dépendance de l'USLD de Coulevie gérée par le Centre hospitalier de Voiron  
Arrêté N° 2023-927 du 10/02/2023

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD et de l'accueil de jour du Centre hospitalier de Tullins  
Arrêté N° 2023-936 du 14/02/2023

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD géré par le Centre hospitalier intercommunal de Morestel  
Arrêté N° 2023-939 du 14/02/2023

Politique : Personnes âgées  
Programme : Frais divers aide sociale générale

Opération : Section V Conférence des financeurs  
Contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM) des résidences autonomie  
Extrait des délibérations de la commission permanente du 24 février 2023  
Dossier N° 2023 CP02 A 05 8

Politique : Personnes âgées  
Programme : Hébergement personnes âgées/personnes handicapées  
Opération : Etablissements personnes âgées/personnes handicapées  
Appel à manifestation d'intérêt pour projets innovants personnes âgées, personnes handicapées (PA/PH)  
Extrait des délibérations de la commission permanente du 24 février 2023  
Dossier N° 2023 CP02 A 05 6

Politique : Personnes âgées  
Programme : Hébergement personnes âgées/personnes handicapées  
Opération : Etablissements personnes âgées/personnes handicapées  
Contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM) pour le secteur personnes âgées et le secteur du handicap  
Extrait des délibérations de la commission permanente du 24 février 2023  
Dossier N° 2023 CP02 A 05 7

#### **Service soutien à domicile des personnes âgées et handicapées**

Autorisation d'un service d'aide et d'accompagnement à domicile  
Arrêté N°2023-475 du 13/02/2023

Autorisation d'un service d'aide et d'accompagnement à domicile  
Arrêté N°2023-170 du 24/01/2023

Autorisation d'un service d'aide et d'accompagnement à domicile  
Arrêté N°2023-504 du 13/02/2023

Changement d'adresse d'un service d'aide et d'accompagnement à domicile autorisé par le Département  
Arrêté N°2023-481 du 13/02/2023

Changement d'adresse d'un service d'aide et d'accompagnement à domicile autorisé par le Département  
Arrêté No 2023-150 du 24/01/2023

Habilitation des agents pour exercer la mission de contrôle des établissements et services pour personnes âgées et personnes handicapées  
Arrêté N° 2023-935 de 2023

### **DIRECTION DE L'EDUCATION, DE LA JEUNESSE ET DU SPORT**

#### **Service protection maternelle et infantile, et parentalité**

Fonctionnement du Centre de santé sexuelle géré par l'Union mutualiste pour la gestion du groupe hospitalier mutualiste de Grenoble  
Arrêté N°2023-449 du 03/02/2023

### **DIRECTION DU DEVELOPPEMENT**

#### **Service collectivités locales et partenariats**

Politique : Solidarité territoriale  
Programme : Equipements communaux et intercommunaux  
Opération : CDC Petites Villes de Demain - AP9Q  
Dispositif "Petites villes de demain" : partenariat avec la Banque des Territoires  
Extrait des délibérations de la commission permanente du 24 février 2023  
Dossier N° 2023 CP02 C 14 34

#### **Service montagne tourisme**

Politique : Montagne  
Parcs naturels régionaux - Contributions statutaires  
Programme : Contrats de parc  
Opération : Contrats de parc

Parcs naturels régionaux - Contributions statutaires  
Extrait des délibérations de la commission permanente du 24 février 2023  
Dossier N° 2023 CP02 B 38 24

## **DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES**

### **Service pilotage, prospective et études**

Politique : Ressources humaines

Programme : Effectifs budgétaires

Adaptation des emplois

Extrait des délibérations de la commission permanente du 24 février 2023

Dossier N° 2023 CP02 F 31 44

### **Service gestion du personnel**

Délégation de signature et attribution pour la direction de la performance et de la modernisation  
du service public

Arrêté N°2023-470 du 01/02/2023

\*\*

---



**Arrêté n° 2023-933**

Direction des relations extérieures  
Service vie des élus

**Arrêté portant désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère au Comité départemental des services aux familles**

**Le Président du Conseil départemental de l'Isère**

**Vu** la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.3221-1 et L.3221-7 ;

**Vu** l'élection du Président du Conseil départemental de l'Isère lors de la séance du 1<sup>er</sup> juillet 2021 ;

**Arrête :**

**Article 1 :** Le Président du Conseil départemental de l'Isère est représenté au Comité départemental des services aux familles par Madame Martine Kohly.

**Article 2 :** Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

**Article 3 :** La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Grenoble, le **21 FEV. 2023**

Le Président

Jean-Pierre Barbier

Dépôt en Préfecture le : 038-223800012-20230221-2023-933-AI

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Grenoble qui peut être saisi notamment par la voie de l'application « télérecours citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé par écrit devant le Président du Département de l'Isère, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.



**Arrêté n°2023-1042**  
Direction des relations extérieures  
Service vie des élus

**Arrêté portant délégation de signature temporaire à  
Madame Delphine Harmann  
Vice-présidente en charge de l'autonomie et des handicaps**

**Le Président du Conseil départemental**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.3221-1, L.3221-3 et L.3221-7,

**Vu** l'élection du Président du Conseil départemental de l'Isère lors de la séance du 1er juillet 2021 ;

**Vu** la délibération n° 2022 CP09 C 14 70 relative aux politiques contractuelles – Engagement du Département dans les Contrats de relance et de transition écologique (CRTE) et les Opérations de revitalisation des territoires (ORT) Petites villes de demain ;

**Arrête :**

**Article 1 :** Délégation temporaire est donnée à Madame Delphine Hartmann, à l'effet de signer la convention cadre et le contrat de sécurité Petites Villes de Demain de La Tour-du-Pin, le vendredi 3 mars 2023.

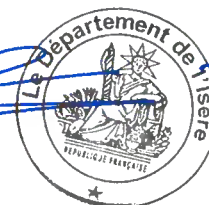
**Article 2 :** Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

**Article 3 :** La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Grenoble, le **2 8 FEV. 2023**

Le Président

Jean-Pierre Barbier



Dépôt en Préfecture le : 038-223800012-20230228-2023-1042-AI

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Grenoble qui peut être saisi notamment par la voie de l'application « télérecours citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé par écrit devant le Président du Département de l'Isère, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.





**Arrêté n° 2023-1206**

Direction des relations extérieures  
Service vie des élus

**Arrêté portant désignation des représentants du Président du Conseil départemental de l'Isère à l'Association Hexagone Arts et Sciences**

**Le Président du Conseil départemental de l'Isère**

**Vu** la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.3221-1 et L.3221-7 ;

**Vu** l'élection du Président du Conseil départemental de l'Isère lors de la séance du 1<sup>er</sup> juillet 2021 ;

**Arrête :**

**Article 1 :** Le Président du Conseil départemental de l'Isère est représenté à l'Association Hexagone Arts et Sciences par Madame Joëlle Hours en tant que titulaire et Monsieur Franck Benhamou en tant que suppléant.

**Article 2 :** Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

**Article 3 :** La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Grenoble, le **28 FEV. 2023**

Le Président



Jean-Pierre Barbier

Dépôt en Préfecture le : 038-223800012-20230228-2023-1206-AI

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Grenoble qui peut être saisi notamment par la voie de l'application « télérecours citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé par écrit devant le Président du Département de l'Isère, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMISSION PERMANENTE**  
Séance du 24 février 2023  
**DOSSIER N° 2023 CP02 F 32 50**

**Objet :** Représentations du Département de l'Isère dans les commissions administratives et les organismes extérieurs et mandat spécial

**Politique :** Administration générale

**Programme :** Assemblée départementale  
Opération : Vie des élus

**Service instructeur : DRE/SVE**

Sans incidence financière

Répartition de subvention

Imputations	.....	.....	.....	.....
-------------	-------	-------	-------	-------

Montant budgété	.....	.....	.....	.....
-----------------	-------	-------	-------	-------

Montant déjà réparti	.....	.....	.....	.....
----------------------	-------	-------	-------	-------

Montant de la présente répartition	.....	.....	.....	.....
------------------------------------	-------	-------	-------	-------

Solde à répartir	.....	.....	.....	.....
------------------	-------	-------	-------	-------

Programmation de travaux

Imputations	.....	.....	.....	.....
-------------	-------	-------	-------	-------

Montant budgété	.....	.....	.....	.....
-----------------	-------	-------	-------	-------

Montant déjà réparti	.....	.....	.....	.....
----------------------	-------	-------	-------	-------

Montant de la présente répartition	.....	.....	.....	.....
------------------------------------	-------	-------	-------	-------

Solde à répartir	.....	.....	.....	.....
------------------	-------	-------	-------	-------

Conventions, contrats, marchés

Imputations	65312//031	.....	.....	.....
-------------	------------	-------	-------	-------

Autres (à préciser)

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 24 février 2023

**DOSSIER N° 2023 CP02 F 32 50**

Numéro provisoire : 4787 - Code matière : 5.3

Délégation de la commission permanente (*références délégation - articles*) :

Délibération de référence pour les délégations : Délibération n°2022 BS 2022 F 32 14 du 24 juin 2022

Administration générale - désigner les conseillers départementaux ou personnalités dans les organismes extérieurs ou commissions internes ;

Acte réglementaire ou à publier : Oui

Dépôt en Préfecture le : 27-02-2023

Exécutoire le : 27-02-2023

Publication le : 27-02-2023

## DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE

La commission permanente,

Vu le rapport du Président N°2023 CP02 F 32 50,

Vu l'avis de la Commission Finances, ressources humaines, moyens généraux,

Vu les articles L.3121-22, L.3121-23 et L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la convention constitutive du Groupement de Coopération Sanitaire Maison des Réseaux de Santé de l'Isère - GCS MSI ;

Vu l'article R.421-2 du Code de l'éducation ;

### DECIDE

- d'actualiser les représentants du Département comme suit :

Organismes	Titulaires	Suppléants
Groupement de Coopération Sanitaire Maison des Réseaux de Santé de l'Isère - GSC MRSI	<b>Delphine Hartmann</b>	
Collège public Jacques Brel à Beaurepaire	Christelle Grangeot Claire Debost	Robert Duranton <b>Alexandre Cassar</b> en remplacement d'Estelle Faure
Collège public Jean Ferrat à Salaise-sur-Sanne	Christelle Grangeot Isabelle Dugua	Robert Duranton <b>Alexandre Cassar</b> en remplacement de Corine Brun
Collège public Georges Brassens à Pont-Evêque	Martine Faïta Patrick Curtaud	Christophe Charles <b>Alexandre Cassar</b> en remplacement de Tanguy Jestin
Collège public Claude et Germain Grange à Seyssuel	Martine Faïta Isabelle Dugua	Christophe Charles <b>Anthony Chavant-Cruzelle</b> en remplacement d'Alexandre Cassar
Collège public François Ponsard à Vienne	Patrick Curtaud Martine Faïta	Isabelle Dugua <b>Alexandre Cassar</b> en remplacement de Corine Brun
Collège public Frédéric Mistral à Saint-Maurice-l'Exil	Isabelle Dugua Christelle Grangeot	Patrick Curtaud <b>Anthony Chavant-Cruzelle</b> en remplacement d'Alexandre Cassar
Collège public de l'Isle à Vienne	Patrick Curtaud Christelle Grangeot	Isabelle Dugua <b>Anthony Chavant-Cruzelle</b> en remplacement d'Alexandre Cassar

\* seuls les noms en gras font l'objet d'une nouvelle désignation. La composition intégrale des instances est indiquée pour rappel.

- de prendre acte du déplacement de Fabien Mulyk, Vice-président en charge de l'agriculture, de la forêt et de la gestion de l'eau, Jean Papadopulo, Vice-président délégué au laboratoire

départemental et à la santé animale, Christophe Suszylo, Vice-président en charge du tourisme et de l'attractivité, Nathalie Faure, Vice-présidente déléguée à la montagne et Mireille Blanc-Voutier, Conseillère départementale, pour une durée maximale de 4 jours sur la période du 26 février au 3 mars 2023, pour participer au salon international de l'agriculture à Paris.

- de donner le caractère de mandat spécial à cette mission d'intérêt départemental et d'autoriser la prise en charge des frais de transport et de mission, ainsi que des frais supplémentaires en résultant, conformément aux spécifications prévues par l'annexe de la délibération du 16 juillet 2021.

Pour extrait conforme,

Le Président,

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping, sweeping lines that form a stylized, somewhat abstract shape. The signature is positioned above the printed name 'Jean-Pierre Barbier'.

Jean-Pierre Barbier

Ne prennent pas part au vote : Mmes Blanc-Voutier, Faure, Hartmann et MM. Mulyk, Papadopulo, Suszylo.



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**  
**DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 24 février 2023

**DOSSIER N° 2023 CP02 A 05 11**

**Objet :** Mise à jour des critères de remise de dettes pour les personnes âgées ou handicapées

**Politique :** Personnes âgées

**Programme :** Hébergement – Soutien à domicile – Accueil familial

Opération : Charges exceptionnelles

**Service instructeur : DAU/SCQ**

**Sans incidence financière**

Répartition de subvention

Imputations ..... ..

Montant budgété ..... ..

Montant déjà réparti ..... ..

Montant de la présente répartition ..... ..

Solde à répartir ..... ..

Programmation de travaux

Imputations ..... ..

Montant budgété ..... ..

Montant déjà réparti ..... ..

Montant de la présente répartition ..... ..

Solde à répartir ..... ..

Conventions, contrats, marchés

Imputations ..... ..

Autres (à préciser)

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 24 février 2023

**DOSSIER N° 2023 CP02 A 05 11**

Numéro provisoire : 4651 - Code matière : 8.2

Délégation de la commission permanente (*références délégation - articles*) :

Finances- autoriser les remises gracieuses de dettes et de pénalités de retard et admettre en non-valeur les créances irrécouvrables ;

Acte réglementaire ou à publier : Oui

Dépôt en Préfecture le : 27-02-2023

Exécutoire le : 27-02-2023

Publication le : 27-02-2023

## DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE

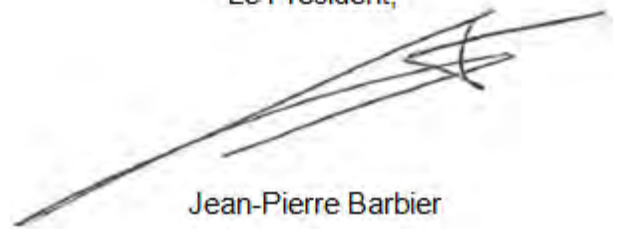
La commission permanente,  
Vu le rapport du Président N°2023 CP02 A 05 11,  
Vu l'avis de la Commission Action sociale, solidarités,

### DECIDE

- d'approuver la mise à jour des critères ouvrant droit à une remise de dette totale ou partielle, ou justifiant son refus, pour les personnes âgées ou handicapées, telle que jointe en annexe 1 ;
- d'approuver la liste des pièces justificatives nécessaires à l'étude des demandes de remise de dette, telle que jointe en annexe 2.

Pour extrait conforme,

Le Président,

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping, sweeping strokes that form a stylized, somewhat abstract shape. The signature is positioned above the printed name 'Jean-Pierre Barbier'.

Jean-Pierre Barbier





# ANNEXE 1 : CRITERES DE REMISE DE DETTE

## 1) Principes

Les demandes de remises gracieuses sont généralement formulées par les débiteurs en raison d'une situation économique et sociale difficile. Toute demande de remise gracieuse équivaut à la reconnaissance de la dette. Les demandes peuvent émaner du débiteur, de son représentant légal ou de ses héritiers (en cas de décès du débiteur). La volonté de l'usager de demander une remise de dette est exprimée par un document écrit, rédigé par ce dernier, adressée au Président du Conseil départemental.

Les décisions seront fondées sur deux principes :

- La situation de précarité du demandeur ou de ses héritiers.
- Et sa bonne foi.

Afin de guider la commission permanente dans ses décisions, il est prévu des critères de rejet et des critères d'acceptation fondés sur ces deux principes. Une remise partielle ou une remise totale de dette pourra être accordée au cas par cas, en fonction de chaque situation.

## 2) Critères

Les critères proposés permettant ou non d'ouvrir droit à une remise gracieuse sont les suivants :

- a) Critères ouvrant droit à une remise de dette totale** (au moins l'une des conditions suivantes est remplie) :
  - L'ensemble des revenus nets mensuels du débiteur (hors aides au logement) est inférieur ou égal à 150 % de l'Allocation aux Adultes Handicapés - AAH (soit 1434,98 € pour l'année 2023), et l'épargne dont dispose le demandeur est inférieure à 200 % de l'AAH (soit 1913,30 € pour l'année 2023).
  - Le demandeur justifie d'une décision de la Banque de France dans le cadre d'un dossier de surendettement (sauf dette fixée par décision judiciaire).
  - Le débiteur justifie les frais engagés pour l'emploi d'une tierce personne dépassant la créance du Département.
- b) Critère ouvrant droit à une remise de dette partielle :**
  - L'ensemble des revenus nets mensuels du débiteur (hors aides au logement) est inférieur ou égal à 150 % de l'AAH (soit 1434,98 € pour l'année 2023), et l'épargne dont dispose le demandeur est supérieure à 200 % de l'AAH (soit 1913,30 € pour l'année 2023).
- c) Critères de refus de demande de remise de dette** (au moins l'une des conditions suivantes est remplie) :
  - L'ensemble des ressources nettes mensuelles du débiteur (hors aides au logement) dépasse 150 % de l'AAH (soit 1434,98 € pour l'année 2023) et le débiteur possède une épargne supérieure à deux fois le montant mensuel de l'AAH (soit 1913,30 € pour l'année 2023).
  - L'obligation de paiement a été mise en place par décision judiciaire (obligation alimentaire).
  - La demande émane des héritiers et concerne des sommes versées indûment après le décès.
  - Le titre de recette émis par la Paierie départementale date de plus de 2 ans (ce délai court à partir de la date la notification de l'émission du titre).
  - La dette a déjà été totalement réglée.
  - Le débiteur ne fournit aucune des pièces demandées pour justifier ou régulariser sa situation, et ce malgré un courrier de relance (situation financière/emploi d'une tierce personne).
  - La demande de remise de dette a déjà fait l'objet d'une décision de la commission permanente et le débiteur n'apporte pas de nouvel élément lui permettant de justifier du changement de sa situation.
  - Les sommes indues ont pour origine une fausse déclaration ou une sévère négligence.



## ANNEXE 2 : PIÈCES JUSTIFICATIVES

Liste des pièces demandées permettant l'analyse du dossier du demandeur de la remise de dette :

- Si le courrier initial est trop restreint, demande d'un courrier expliquant précisément l'origine de la dette et les motivations qui justifient la demande de remise de dette.
- Le dernier avis d'imposition sur le revenu du foyer fiscal.
- Les trois derniers bulletins de salaire, ou attestation Pôle emploi, ou justificatif retraite.
- Une attestation bancaire de la situation de tous les comptes (ou plusieurs si le demandeur possède des comptes dans plusieurs banques).
- Tout élément jugé nécessaire par le débiteur et permettant de justifier sa demande.

**DIRECTION DE L'AUTONOMIE**  
**Service établissements personnes âgées personnes handicapées**

REPUBLIQUE FRANÇAISE



**Arrêté n° 2023-258**

Direction de l'autonomie

Service établissements personnes âgées personnes handicapées

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance  
de l'EHPAD « L'Isle aux Fleurs » à L'Isle-d'Abeau,  
géré par l'Association Id'Artémis**

**Le Président du Conseil départemental**

**Vu** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

**Vu** la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

**Vu** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**Vu** la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

**Vu** la délibération n° 2022 DOB 2023 A 05 7 adoptée par l'assemblée départementale en date du 18 novembre 2022 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

**Vu** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

**Considérant** les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

**Sur** proposition de la Directrice générale des services ;

**Arrête :**

**Article 1 :**

Pour la section hébergement, les dépenses et recettes du budget de l'EHPAD « L'Isle aux Fleurs » sont autorisées comme suit, au titre de l'exercice budgétaire 2023 : 2 033 339,98 €.

**Article 2 :**

Pour la section dépendance, le montant du forfait dépendance est fixé à **615 895,83 €** au titre de l'exercice budgétaire 2023.

**Article 3 :**

Le montant de la somme à verser à l'établissement par le Département, qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère (décret n° 2016-1814), s'établit à 373 196,64 € en 2023 (cf. détail ci-dessous). Ce paiement s'effectue trimestriellement.

Montant de la tarification dépendance	<b>615 895,83 €</b>
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs en année pleine	163 202,72 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	9 722,26 €
Recette des - 60 ans	9 218,68 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	150 225,48 €
	<b>373 196,64 €</b>

Accusé de réception en préfecture  
038-223800012-20230201-2023-258-AR  
Date de télétransmission : 15/02/2023  
Date de réception préfecture : 16/02/2023

**Article 4 :**

Pour 2024, dans le cas où la tarification dépendance ne peut être arrêtée au 1<sup>er</sup> janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre le quart de la dotation annuelle de 2023. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2024.

**Article 5 :**

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD « L'Isle aux Fleurs » sont fixés comme indiqué ci-dessous à compter du **1<sup>er</sup> mars 2023** :

**Tarif hébergement**

Tarif hébergement permanent	75,93 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	98,64 €

**Tarifs dépendance hébergement**

Tarif dépendance GIR 1 et 2	24,55 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	15,58 €

**Tarif prévention à la charge du résident**

Tarif dépendance GIR 5 et 6	6,61 €
-----------------------------	--------

**Article 6 :**

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

**Article 7 :**

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

**Article 8 :**

En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 9 :**

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 1<sup>er</sup> février 2023

Pour le Président  
et par délégation  
Le Directeur général adjoint  
chargé de la famille

Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture  
038-223800012-20230201-2023-258-AR  
Date de télétransmission : 15/02/2023  
Date de réception préfecture : 15/02/2023



**Arrêté n° 2023-478**

Direction de l'autonomie

Service des établissements pour personnes âgées et personnes handicapées

**Arrêté rectificatif de l'arrêté n° 2022-7848 relatif aux tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD médico-social de Coulevie rattaché au Centre hospitalier de Voiron**

**Le Président du Conseil départemental**

**Vu** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

**Vu** la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

**Vu** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**Vu** la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

**Vu** la délibération adoptée par l'assemblée départementale le 18 novembre 2022 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

**Vu** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

**Considérant** le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) en cours d'exécution ;

**Sur** proposition de la Directrice générale des services ;

**Arrête :**

**Article 1 :**

Le contenu des articles 1-2-3-5-6-7-8-9 de l'arrêté modifié reste inchangé.

**Article 2 :**

L'article 4 de l'arrêté modifié est réécrit comme suit :

Pour 2024, en cas de tarification dépendance arrêtée après le 1<sup>er</sup> janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre une somme correspondant au quart de la dotation annuelle de 2023. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation 2024 établie.

Fait à Grenoble, le 24 janvier 2023

P/le Président du Département et par délégation,  
Le Directeur général adjoint  
chargé de la famille

Alexis Baron

Accusé de réception en préfecture  
088-223800012-20230124-2023-478-AR  
Date de télétransmission : 01/02/2023  
Date de réception préfecture : 01/02/2023

Dépôt en Préfecture le :



**Arrêté n° 2023-482**

Direction de l'autonomie

Service établissements personnes âgées personnes handicapées

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Les Ecrins » à Vizille**

**Le Président du Conseil départemental**

**Vu** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

**Vu** la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

**Vu** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**Vu** la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

**Vu** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

**Vu** la délibération adoptée par l'assemblée départementale en date du 18 novembre 2022 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

**Considérant** les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

**Considérant** l'ouverture des chambres de la nouvelle aile prévue le 7 juillet 2020 ;

**Considérant** le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) signé le 1<sup>er</sup> janvier 2022 ;

**Sur** proposition de la Directrice générale des services ;

**Arrête :**

**Article 1 :**

Le montant des charges nettes hébergement 2023 est arrêté à la somme de 3 072 057,24 €.

**Article 2 :**

Pour la section dépendance, le montant du forfait dépendance est fixé à 925 982,61 € au titre de l'exercice budgétaire 2023.

**Article 3 :**

Le montant de la somme à verser par le Département qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère (décret n° 2016-1814) s'élève à 594 009,12 € pour 2023. Ce paiement s'effectue trimestriellement, déduction faite des sommes déjà versées.

Accusé de réception en préfecture  
31/01/2023 à 11h05:41  
Date de télétransmission : 01/02/2023  
Date de réception préfecture : 01/02/2023

Montant de la tarification dépendance	925 982,61 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs en année pleine	48 960,00 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	14 073,49 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	268 940,00 €
Montant de la dotation annuelle 2023	594 009,12 €

**Article 4 :**

Pour 2024, dans le cas où la tarification dépendance ne peut être arrêtée au 1<sup>er</sup> janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre la somme correspondant au quart de la dotation annuelle de 2023. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2024.

**Article 5 :**

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD « Les Ecrins » à Vizille sont fixés ainsi qu'il suit à compter du 1<sup>er</sup> mars 2023 :

**Tarif hébergement et temporaire (ancienne aile)**

Tarif hébergement	66,15 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	87,92 €

**Tarif hébergement et temporaire (nouvelle aile)**

Tarif hébergement	73,94 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	95,71 €

**Tarifs dépendance**

Tarif dépendance GIR 1 et 2	24,96 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	15,84 €

**Tarif prévention à la charge du résident**

Tarif dépendance GIR 5 et 6	6,72 €
-----------------------------	--------

**Tarifs dépendance temporaire**

Tarif dépendance GIR 1 et 2	28,50 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	18,50 €

**Tarif temporaire prévention à la charge du résident**

Tarif dépendance GIR 5 et 6	7,50 €
-----------------------------	--------

**Article 6 :**

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

**Article 7 :**

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

**Article 8 :**

En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

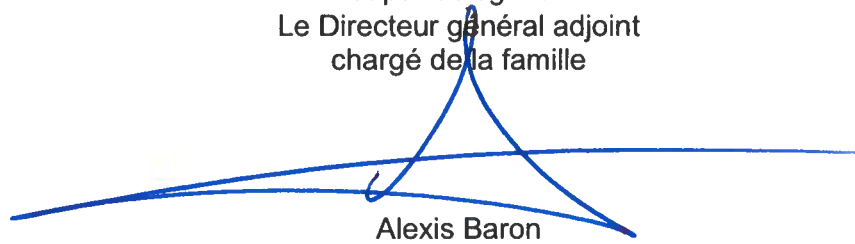
Accusé de réception en préfecture 038-223800012-20230201-2023-482-AR Date de télétransmission : 01/02/2023 Date de réception préfecture : 01/02/2023
---

**Article 9 :**

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 1<sup>er</sup> février 2023

Pour le Président  
et par délégation  
Le Directeur général adjoint  
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture  
038-223800012-20230201-2023-482-AR  
Date de télétransmission : 01/02/2023  
Date de réception préfecture : 01/02/2023



Accusé de réception en préfecture  
038-223800012-20230201-2023-482-AR  
Date de télétransmission : 01/02/2023  
Date de réception préfecture : 01/02/2023



**Arrêté n° 2023-495**

Direction de l'autonomie

Service établissements personnes âgées personnes handicapées

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD  
« Notre-Dame-des-Roches » à Anjou géré par  
l'association Notre-Dame-des-Roches**

**Le Président du Conseil départemental**

**Vu** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

**Vu** la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

**Vu** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**Vu** la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

**Vu** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

**Vu** la délibération adoptée par l'assemblée départementale en date du 19 novembre 2022 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

**Considérant** les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

**Considérant** le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) signé le 1<sup>er</sup> janvier 2019 ;

**Sur** proposition de la Directrice générale des services ;

**Arrête :**

**Article 1 :**

Le montant des charges nettes hébergement 2023 est arrêté à la somme de 1 850 776,77 €.

**Article 2 :**

Pour la section dépendance, le montant du forfait dépendance est fixé à 585 480 € au titre de l'exercice budgétaire 2023.

**Article 3 :**

Le montant de la somme à verser par le Département qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère (décret n° 2016-1814) s'élève à 326 545,10 €. Ce paiement s'effectuera trimestriellement, déduction faite des sommes déjà versées.

Accusé de réception en préfecture  
038-223800012-20230125-2023-495-AR  
Date de télétransmission : 01/02/2023  
Date de réception préfecture : 01/02/2023

Montant de la tarification dépendance	585 480,00 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs en année pleine	115 600,00 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	2 914,90 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	140 420,00 €
Montant de la dotation annuelle 2023	326 545,10 €

**Article 4 :**

Pour 2024, dans le cas où la tarification dépendance ne peut être arrêtée au 1<sup>er</sup> janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre la somme correspondant au quart de la dotation annuelle de 2023. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2024.

**Article 5 :**

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD « Notre-Dame-des-Roches » à Anjou sont fixés ainsi qu'il suit à compter du 1<sup>er</sup> mars 2023 :

**Tarif hébergement permanent**

Tarif hébergement	68,87 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	90,58 €

**Tarifs dépendance**

Tarif dépendance GIR 1 et 2	24,65 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	15,64 €

**Tarif prévention à la charge du résident**

Tarif dépendance GIR 5 et 6	6,64 €
-----------------------------	--------

**Article 6 :**

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

**Article 7 :**

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

**Article 8 :**

En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 9 :**

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 25 janvier 2023

Pour le Président  
et par délégation  
Le Directeur général adjoint  
chargé de la famille

**Alexis Baron**  
Accusé de réception en préfecture  
038-223800012-20230125-2023-495-AR  
Date de télétransmission : 01/02/2023  
Date de réception préfecture : 01/02/2023

Dépôt en Préfecture le :



**Arrêté n° 2023-503**

Direction de l'autonomie

Service établissements personnes âgées personnes handicapées

**Arrêté complémentaire de l'arrêté n° 2023-269 relatif au tarif hébergement en chambre double de l'EHPAD « Le Clos Besson » à Vif, géré par le CCAS de la Ville de Vif**

**Le Président du Conseil départemental**

**Vu** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

**Vu** la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

**Vu** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**Vu** la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

**Vu** la délibération n° 2022 DOB 2023 A 05 7 adoptée par l'assemblée départementale en date du 18 novembre 2022 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

**Vu** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

**Vu** l'arrêté n° 2023-269 qui ne comporte pas le tarif propre à l'hébergement en chambre double ;

**Considérant** le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) 2023-2027 en cours de signature ;

**Sur** proposition de la Directrice générale des services ;

**Arrête :**

**Article 1 :**

Les tarifs applicables à l'hébergement en chambre double de l'EHPAD « Le Clos Besson » à Vif géré par le CCAS de la Ville de Vif sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1<sup>er</sup> février 2023** :

**Tarif hébergement chambre double (94 % du tarif journalier) :**

Tarif hébergement chambre double	60,72 €
Tarif dépendance GIR 1 et 2	26,89 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	17,07 €
Tarif dépendance GIR 5 et 6	7,24 €

Accusé de réception en préfecture  
038-223800012-20230126-2023-503-AR  
Date de télétransmission : 14/02/2023  
Date de réception préfecture : 14/02/2023

**Article 2 :**

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

**Article 3 :**

En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03).

**Article 4 :**

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 26 janvier 2023

Pour le Président et par  
délégation  
Le Directeur général adjoint  
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture  
038-223800012-20230126-2023-503-AR  
Date de télétransmission : 14/02/2023  
Date de réception préfecture : 14/02/2023



**Arrêté n° 2023-525**

Direction de l'autonomie

Service des établissements pour personnes âgées et personnes handicapées

**Arrêté relatif à la tarification 2023 du foyer d'hébergement Henri Robin,  
du foyer d'hébergement Isatis, du foyer d'hébergement Les Loges,  
du service d'activités de jour (SAJ), du service d'accompagnement à la vie sociale (SAVS)  
et du SAMSAH Autisme de l'association APAJH de l'Isère**

**Le Président du Conseil départemental**

**Vu** le Code de l'action sociale et des familles ;

**Vu** la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

**Vu** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**Vu** la délibération de l'assemblée départementale n° 2022 DOB 2023 A 05 du 18 novembre 2022 fixant les orientations de la tarification 2023 des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées ;

**Vu** les propositions budgétaires présentées pour l'établissement concerné ;

**Sur proposition** de la Directrice générale des services ;

**ARRETE**

**Article 1 :**

Les dotations globalisées sont fixées ainsi qu'il suit au titre de l'année 2023.

Le prix de journée indiqué ci-après sont applicables à compter du **1<sup>er</sup> mars 2023** :

**Foyer Henri Robin - Foyer hébergement :**

- Dotation globalisée : 1 256 331,28 €

- Prix de journée : 95,00 €

Charges	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	133 483,61 €
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	886 326,42 €
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	241 738,29 €
	Total	1 261 548,33 €
Produits	Groupe I : produits de la tarification assimilés	1 256 331,28 €
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	1 684,05 €
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	3 533,00 €
	Total	1 261 548,33 €
Reprise de résultat		0,00 €

Accusé de réception en préfecture  
038-223800012-20230214-2023-525-AR  
Date de télétransmission : 23/02/2023  
Date de réception préfecture : 23/02/2023

**Foyer Isatis - Foyer hébergement :**

- Dotation globalisée : 631 706,78 €

- Prix de journée : 85,98 €

Charges	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	64 162,10 €
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	498 490,74 €
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	130 320,54 €
	Total	692 973,38 €
Produits	Groupe I : produits de la tarification assimilés	631 706,78 €
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	61 266,60 €
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Total	692 973,38 €
Reprise de résultat		0,00 €

**Foyer Les loges - Foyer hébergement :**

- Dotation globalisée : 790 079,70 €

- Prix de journée : 113,08 €

Charges	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	95 702,91 €
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	533 626,84 €
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	160 749,95 €
	Total	790 079,70 €
Produits	Groupe I : produits de la tarification assimilés	790 079,70 €
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Total	790 079,70 €
Reprise de résultat		0,00 €

**SAJ APAJH - SAJ :**

- Dotation globalisée : 533 684,72 €

- Prix de journée : 88,03 €

Charges	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	97 652,27 €
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	404 604,77 €
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	102 863,52 €
	Total	605 120,55 €
Produits	Groupe I : produits de la tarification assimilés	533 684,72 €
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	71 435,83 €
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Total	605 120,55 €
Reprise de résultat		0,00 €

**SAVS APAJH - SAVS :**

- Dotation globalisée : 1 953 674,02 €

Charges	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	75 136,71 €
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	1 613 834,46 €
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	264 702,85 €
	Total	1 953 674,02 €
Produits	Groupe I : produits de la tarification assimilés	1 953 674,02 €
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Total	1 953 674,02 €
Reprise de résultat		0,00 €

Accusé de réception en préfecture  
038-223800012-20230214-2023-525-AP  
Date de télétransmission : 23/02/2023  
Date de réception préfecture : 23/02/2023

**SAMSAH APAJH 38-Autisme - SAMSAH :**

- Dotation globalisée : 151 650,00 €

Charges	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	7 410,63 €
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	125 806,82 €
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	19 443,55 €
	Total	152 661,00 €
Produits	Groupe I : produits de la tarification assimilés	151 650,00 €
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	1 011,00 €
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Total	152 661,00 €
Reprise de résultat		0,00 €

**Article 2 :**

Les conditions de tarification indiquées ci-dessus continueront à s'appliquer sur l'exercice 2024 jusqu'à la date de prise d'effet de l'arrêté de tarification 2024.

**Article 3 :**

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal inter-régional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon (184, rue Duguesclin - 69433 Lyon cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

**Article 4 :**

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département et notifié à Monsieur le Président de l'association APAJH Isère.

Fait à Grenoble, le 14 février 2023

P/le Président du Département  
et par délégation,  
Le Directeur général adjoint  
chargé de la famille,



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture 038-223800012-20230214-2023-525-AR Date de télétransmission : 23/02/2023 Date de réception préfecture : 23/02/2023
---





**Arrêté n° 2023-558**

Direction de l'autonomie

Service établissements personnes âgées personnes handicapées

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2023 de l'EHPAD public de Roybon**

**Le Président du Conseil départemental**

**Vu** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

**Vu** la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

**Vu** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**Vu** la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

**Vu** la délibération votée par l'assemblée départementale le 18 novembre 2022, fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

**Vu** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

**Considérant** les dispositions du contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens en cours d'exécution, prorogé et modifié par avenant pour une durée de un an ;

**Sur** proposition de la Directrice générale des services ;

**Arrête :**

**Article 1 :**

Le montant des charges nettes hébergement 2023 est arrêté à la somme de 3 259 290 €.

**Article 2 :**

Le montant du forfait dépendance est fixé à 990 250 €, au titre de l'exercice budgétaire 2023.

**Article 3 :**

Le montant de la somme à verser par le Département (part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère en vertu du décret n° 2016-1814), à l'établissement pour 2023 s'établit à 573 569 €.

Ce paiement s'effectuera trimestriellement.

Montant de la tarification dépendance	990 250 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs	142 970 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	14 291 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	259 420 €
Montant de la dotation annuelle 2023 (paiement en quatre fois)	573 569 €

Accusé de réception en préfecture  
038-223800012-20230127-2023-558-AR  
Date de télétransmission : 14/02/2023  
Date de réception préfecture : 14/02/2023

**Article 4 :**

Pour 2024, en cas de tarification dépendance arrêtée après le 1<sup>er</sup> janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre la somme de correspondant au quart de la dotation annuelle de 2023. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2024.

**Article 5 :**

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD de Roybon sont fixés ainsi qu'il suit à compter du 1<sup>er</sup> février 2023 :

**Tarif hébergement permanent et temporaire**

Tarif hébergement + de 60 ans	69,76 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	91,46 €

**Tarifs dépendance hébergement permanent**

Tarif dépendance GIR 1 et 2	24,60 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	15,60 €
Tarif prévention à la charge du résident	6,62 €

**Tarifs dépendance hébergement temporaire**

Tarif dépendance GIR 1 et 2	28,50 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	18,50 €
Tarif prévention à la charge du résident	7,50 €

**Article 6 :**

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

**Article 7 :**

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

**Article 8 :**

En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 9 :**

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 27 janvier 2023

P/le Président du Département  
et par délégation,  
Le Directeur général adjoint  
chargé de la famille

Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture  
038-223800012-20230127-2023-558-AR  
Date de télétransmission : 14/02/2023  
Date de réception préfecture : 14/02/2023



**Arrêté n° 2023-565**

Direction de l'Autonomie

Service établissements personnes âgées personnes handicapées

**Arrêté portant modification sur le tarif hébergement double de l'arrêté n° 2023-302 du 16 janvier 2023 de l'EHPAD « Saint-Germain » situé à La Tronche, géré par l'association Habitat et Humanisme Soins**

**Vu** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

**Vu** la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

**Vu** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**Vu** la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

**Vu** la délibération n° 2022 DOB 2023 A 05 7 adoptée par l'assemblée départementale en date du 18 novembre 2022 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

**Vu** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

**Considérant** les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

**Sur** proposition de la Directrice générale des services ;

**Arrête**

**Article 1 : correction**

Le tableau de l'article 5 de l'arrêté susvisé du 16 janvier 2023 est rectifié et remplacé par le tarif suivant :

**Tarif hébergement applicables à l'EHPAD « Saint-Germain » à La Tronche sont fixés ainsi qu'il suit à compter du 1<sup>er</sup> février 2023 :**

Tarif hébergement chambre double couple	68,93 €
Tarif hébergement chambre double personne seule	85,01 €

**Article 2 : Dispositions inchangées**

Les autres dispositions de l'arrêté du 31 mars 2021 susvisé demeurent inchangées.

Accusé de réception en préfecture  
038-223800012-20230202-2023-565-AR  
Date de télétransmission : 14/02/2023  
Date de réception préfecture : 14/02/2023

**Article 3 :**

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

**Article 4 :**

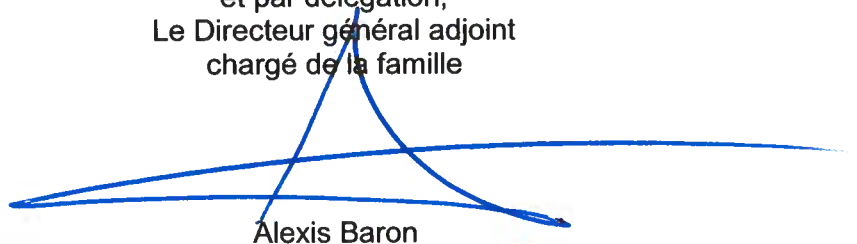
En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 5 :**

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 2 février 2023

Président du Département  
et par délégation,  
Le Directeur général adjoint  
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture  
038-223800012-20230202-2023-565-AR  
Date de télétransmission : 14/02/2023  
Date de réception préfecture : 14/02/2023



**Arrêté n° 2023-607**

Direction de l'autonomie

Service établissements personnes âgées personnes handicapées

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement  
de la résidence autonomie « Jules Cazeneuve » située à Tullins  
et gérée par la Fondation Partage et Vie**

**Le Président du Conseil départemental**

**Vu** le Code de l'action sociale et des familles ;

**Vu** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

**Vu** la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

**Vu** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**Vu** la délibération n° 2022 DOB 2023 A 05 7 adoptée par l'assemblée départementale en date du 18 novembre 2022 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

**Considérant** les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

**Sur proposition** de la Directrice générale des services ;

**Arrête :**

**Article 1 :**

Le total des charges nettes et le prix de journée hébergement de la résidence autonomie « Jules Cazeneuve » située à Tullins s'établissent comme suit en 2023 en application du taux directeur départemental :

	2023
Total charges nettes	382 091,72 €
Reprise de résultat excédentaire	0,00 €
Base de calcul des tarifs	382 091,72 €

**Article 2 :**

Les tarifs hébergement journaliers de la résidence autonomie « Jules Cazeneuve » sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1<sup>er</sup> février 2023** :

Tarif F1 bis 1 personne	22,94 €
Tarif F1 (tarif F1 bis 1 personne * 80 %)	18,35 €
Tarif F1 bis 2 (tarif F1 bis 1 personne * 132 %)	30,28 €
Tarif F2 (tarif F1 bis 1 personne * 160 %)	36,70 €
Studio de passage (tarif F1 bis 1 personne * 125 %)	28,68 €

Accusé de réception en préfecture  
038-223800012-20230130-2023-607-AR  
Date de télétransmission : 14/02/2023  
Date de réception préfecture : 14/02/2023

**Article 3 :**

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

**Article 4 :**

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 5 :**

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 30 janvier 2023

Pour le Président  
et par délégation  
Le Directeur général adjoint  
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture 038-223800012-20230130-2023-607-AR Date de télétransmission : 14/02/2023 Date de réception préfecture : 14/02/2023
---

**Arrêté n° 2023-732**

Direction de l'autonomie

Service établissements personnes âgées personnes handicapées

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2023 de l'EHPAD de Miribel  
rattaché au centre hospitalier de Saint-Laurent-du-Pont**

**Le Président du Conseil départemental**

**Vu** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

**Vu** la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

**Vu** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**Vu** la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

**Vu** la délibération votée par l'assemblée départementale le 18 novembre 2022, fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

**Vu** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

**Vu** les documents budgétaires transmis par le centre hospitalier de Saint-Laurent-du-Pont au titre de l'exercice budgétaire 2023 ;

**Vu** les contre-propositions budgétaires présentées par le Président du Conseil départemental dans le cadre de la procédure contradictoire de tarification et les réponses du gestionnaire ;

**Sur** proposition de la Directrice générale des services ;

**Arrête :**

**Article 1 :**

Le budget de fonctionnement 2023 - section hébergement - de l'EHPAD visé en objet se décline comme suit :

Titres fonctionnels		Montant hébergement
Dépenses	Titre I- Charges de personnel	828 859,19 €
	Titre III- Charges à caractère hôtelier et générales	1 088 028,00 €
	Titre IV- Charges d'amortissements, de provisions, financières et exceptionnelles	508 558,00 €
	<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>2 425 445,19 €</b>

Accusé de réception en préfecture  
038-223800012-20230202-2023-732-AR  
Date de télétransmission : 15/02/2023  
Date de réception préfecture : 15/02/2023

Titres fonctionnels		Montant hébergement
Recettes	Titre III- Produits afférents à l'hébergement	2 294 392,19 €
	Tire IV- Autres produits	131 053,00 €
	<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>2 425 445,19 €</b>

**Article 2 :**

Le montant du forfait dépendance 2023 est fixé à 604 502,56 €.

**Article 3 :**

Le montant de la dotation dépendance, qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère (décret n° 1816-1814), à verser à l'établissement s'établit à 371 205,79 € (cf. détail ci-dessous).

Ce paiement s'effectuera trimestriellement.

<b>Montant de la tarification dépendance</b>	<b>604 502,56 €</b>
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs en année pleine	46 549,38 €
Déduction des recettes des résidents de moins de 60 ans	15 500,07 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	171 247,34 €
<b>Montant de la dotation annuelle 2023</b>	<b>371 205,79 €</b>

**Article 4 :**

Pour 2024, en cas de tarification dépendance arrêtée après le 1<sup>er</sup> janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre le quart de la dotation annuelle de 2023. Une régularisation interviendra sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2024.

**Article 5 :**

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD de Miribel sont fixés ainsi qu'il suit à compter du 1<sup>er</sup> mars 2023 :

**Tarif hébergement**

Tarif hébergement permanent	80,13 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	101,61 €

**Tarifs dépendance**

Tarif dépendance GIR 1 et 2	25,25 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	16,02 €

**Tarif prévention à la charge du résident**

Tarif dépendance GIR 5 et 6	6,80 €
-----------------------------	--------

**Article 6 :**

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

**Article 7 :**

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

**Article 8 :**

En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Accusé de réception en préfecture 038-223800012-20230202-2023-732-AR Date de télétransmission : 15/02/2023 Date de réception préfecture : 15/02/2023
---



**Article 9 :**

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 2 février 2023

P/le Président du Département  
et par délégation,  
Le Directeur général adjoint  
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture  
038-223800012-20230202-2023-732-AR  
Date de télétransmission : 15/02/2023  
Date de réception préfecture : 15/02/2023

Accusé de réception en préfecture  
038-223800012-20230202-2023-732-AR  
Date de télétransmission : 15/02/2023  
Date de réception préfecture : 15/02/2023



**Arrêté n° 2023-815**

Direction de l'Autonomie

Service établissements personnes âgées personnes handicapées

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement de la résidence autonomie « Le Belvédère »  
gérée par le CCAS de Seyssins**

**Le Président du Conseil départemental**

**Vu** le code de l'action sociale et des familles ;

**Vu** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

**Vu** la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

**Vu** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**Vu** la délibération n° 2022 DOB 2023 A 05 7 adoptée par l'assemblée départementale le 18 novembre 2022 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

**Considérant** les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

**Considérant** la participation communale ;

**Sur proposition** de la Directrice générale des services ;

**Arrête :**

**Article 1 :**

Pour l'exercice budgétaire 2023, les dépenses et recettes de la résidence autonomie « Le Belvédère » de Seyssins sont autorisées comme suit :

<b>Groupes fonctionnels</b>	<b>Montant hébergement</b>
Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	45 700,00 €
Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	52 000,00 €
Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	118 800,00 €
Reprise du résultat antérieur – Déficit	10 912,72 €
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>227 412,72 €</b>
Groupe I - Produits de la tarification	157 500,00 €
Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	69 912,72 €
Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
Reprise de résultats antérieurs - Excédent	-
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>227 412,72 €</b>

Accusé de réception en préfecture  
038-223800012-20230203-2023-815-AR  
Date de télétransmission : 15/02/2023  
Date de réception préfecture : 15/02/2023

**Article 2 :**

Les tarifs hébergement journaliers de la résidence autonomie « Le Belvédère » de Seyssins sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1<sup>er</sup> mars 2023** :

Tarif hébergement F1	14,30 €
Tarif hébergement F1 bis 1 personne	18,12 €
Tarif hébergement F1 bis 2 personnes	21,93 €
Tarif hébergement F2	25,17 €

**Article 3 :**

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

**Article 4 :**

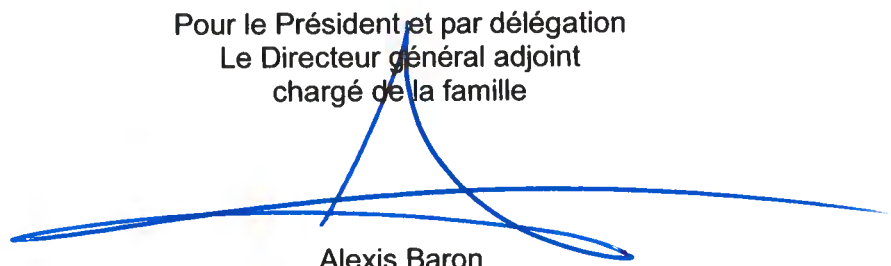
En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 5 :**

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 3 février 2023

Pour le Président et par délégation  
Le Directeur général adjoint  
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture  
038-223800012-20230203-2023-815-AR  
Date de télétransmission : 15/02/2023  
Date de réception préfecture : 15/02/2023



**Arrêté n° 2023-841**

Direction de l'autonomie

Service établissements personnes âgées personnes handicapées

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement des résidences autonomie Le Lac, Les Alpains, Montesquieu et Saint-Laurent gérées par le CCAS de Grenoble**

**Le Président du Conseil départemental**

**Vu** le Code de l'action sociale et des familles ;

**Vu** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

**Vu** la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

**Vu** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**Vu** la délibération n° 2022 DOB 2023 A 05 7 adoptée par l'assemblée départementale en date du 18 novembre 2022 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

**Considérant** les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

**Sur proposition** de la Directrice générale des services ;

**Arrête :**

**Article 1 :**

Pour l'exercice budgétaire 2023, les dépenses et recettes des résidences autonomie Le Lac, Les Alpains, Montesquieu et Saint-Laurent à Grenoble sont autorisées comme suit :

<b>Groupes fonctionnels</b>		<b>Montants hébergement</b>
<b>Dépenses</b>	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	482 450,75 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 314 218,16 €
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	988 422,23 €
	Reprise du résultat antérieur - Déficit	€
	<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>2 785 091,14 €</b>
<b>Groupes fonctionnels</b>		<b>Montant hébergement</b>
<b>Recettes</b>	Groupe I Produits de la tarification	2 254 722,09 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	525 314,05 €
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	5 055,00 €
	Reprise de résultats antérieurs - Excédent	€
	<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>2 785 091,14 €</b>

Accusé de réception en préfecture  
038-223800012-20230206-2023-841-AR  
Date de télétransmission : 15/02/2023  
Date de réception préfecture : 15/02/2023

**Article 2 :**

Les tarifs hébergement journaliers des résidences autonomie Le Lac, Les Alpains, Montesquieu et Saint-Laurent à Grenoble sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1<sup>er</sup> mars 2023** :

Etablissement	Type logement	Tarifs au 1 <sup>er</sup> mars 20223
Le Lac	F1 bis	26,77
	F1	26,02
	F2	29,46
Les Alpains	F1 bis	28,75
	Grand F1 bis	31,04
Montesquieu	F1 bis	27,90
	Grand F1 bis	33,19
	F2	32,64
	Grand F2	34,04
	F2 couple	38,64
	F1	25,40
Saint-Laurent	F1 bis	27,63
	F1 bis grand	28,73
	F1 bis grand couple	34,23
	F2	30,93
	F2 couple	36,46
	Grand F2	33,13
	Grand F2 couple	38,66

**Article 3 :**

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

**Article 4 :**

En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 5 :**

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 6 février 2023

Pour le Président  
et par délégation  
Le Directeur général adjoint  
chargé de la famille

Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture  
038-223800012-20230206-2023-841-AR  
Date de télétransmission : 15/02/2023  
Date de réception préfecture : 15/02/2023



**Arrêté n° 2023-902**

Direction de l'autonomie

Service établissements personnes âgées personnes handicapées

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Saint-Bruno » à Grenoble  
géré par le CCAS de la Ville de Grenoble**

**Le Président du Conseil départemental**

**Vu** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

**Vu** la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

**Vu** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**Vu** la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

**Vu** la délibération n° 2022 DOB 2023 A 05 7 adoptée par l'assemblée départementale en date du 18 novembre 2022 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

**Vu** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

**Considérant** le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) 2023-2027 en cours de signature ;

**Sur** proposition de la Directrice générale des services ;

**Arrête :**

**Article 1 :**

Le montant des charges nettes hébergement 2023 est arrêté à la somme de 465 174,70 € pour une activité jusqu'au 30 juin 2023.

**Article 2 :**

Pour la section dépendance, le montant du forfait dépendance est fixé à 164 942,50 € pour 6 mois d'activité.

Accusé de réception en préfecture  
038-223800012-20230209-2023-902-AR  
Date de télétransmission : 23/02/2023  
Date de réception préfecture : 23/02/2023

**Article 3 :**

Le montant de la dotation dépendance, qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère (décret n° 2016-1814), à verser à l'établissement s'établit à 98 404,44 € (cf. détail ci-dessous). Ce paiement s'effectuera trimestriellement, jusqu'au 2<sup>o</sup> trimestre 2023.

Montant de la tarification dépendance	164 942,50 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs	2 478,97 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	0,00 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	64 059,10 €
Montant de la dotation annuelle 2023	98 404,44 €

**Article 4 :**

Pour 2024, dans le cas où la tarification dépendance ne peut être arrêtée au 1<sup>er</sup> janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre la somme correspondant au quart de la dotation annuelle de 2023. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2024.

**Article 5 :**

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD « Saint-Bruno » à Grenoble sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1<sup>er</sup> mars 2023** :

**Tarif Hébergement :**

Tarif des GIR 1 à 4 en F1 bis	65,53 €
Tarif des GIR 1 à 4 en F2 (couple)	61,43 €
Tarif des GIR 1 à 4 en F2 (personne seule)	79,81 €
Tarif des moins de 60 ans	78,29 €

Tarif des GIR 5 et 6 en F1 bis	29,39 €
Tarif des GIR 5 et 6 en F2 (couple)	25,24 €
Tarif des GIR 5 à 6 en F2 (personne seule)	32,82 €

**Tarifs Dépendance :**

Tarif dépendance pour les GIR 1 et 2	25,57 €
Tarif dépendance pour les GIR 3 et 4	16,23 €
Tarif dépendance prévention GIR 5 et 6 à la charge du résident	6,88 €

**Article 6 :**

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

**Article 7 :**

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Accusé de réception en préfecture 038-223800012-20230209-2023-902-AR Date de télétransmission : 23/02/2023 Date de réception préfecture : 23/02/2023
---



**Article 8 :**

En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 9 :**

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 9 février 2023

Pour le Président  
et par délégation  
Le Directeur général adjoint  
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture  
038-223800012-20230209-2023-902-AR  
Date de télétransmission : 23/02/2023  
Date de réception préfecture : 23/02/2023



**Arrêté n° 2023-903**

Direction de l'Autonomie

Service établissements personnes âgées personnes handicapées

**Arrêté complémentaire relatif aux tarifs hébergement de l'EHPAD « Val Marie »  
situé à Vourey, géré par l'association Habitat et Humanisme Soins**

**Le Président du Conseil départemental**

**Vu** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

**Vu** la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

**Vu** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**Vu** la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

**Vu** la délibération n° 2022 DOB 2023 A 05 7 adoptée par l'assemblée départementale en date du 18 novembre 2022 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

**Vu** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

**Considérant** les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

**Sur** proposition de la Directrice générale des services ;

**Arrête**

**Article 1 : Complément de tarif temporaire chambre double**

Les tarifs complémentaires applicables au **1<sup>er</sup> février 2023** à l'EHPAD « Val Marie » à Vourey sont donc fixés comme suit :

**Tarifs hébergement temporaire**

Tarif hébergement standard	79,13 €
Chambre double n° 5 t	74,13 €
Chambre double personne seule	94,95 €
Chambres n° 2, 8 et 10 disposant de salon	83,13 €

Accusé de réception en préfecture  
038-223800012-20230209-2023-903-AR  
Date de télétransmission : 23/02/2023  
Date de réception préfecture : 23/02/2023

**Article 2 :**

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

**Article 3 :**

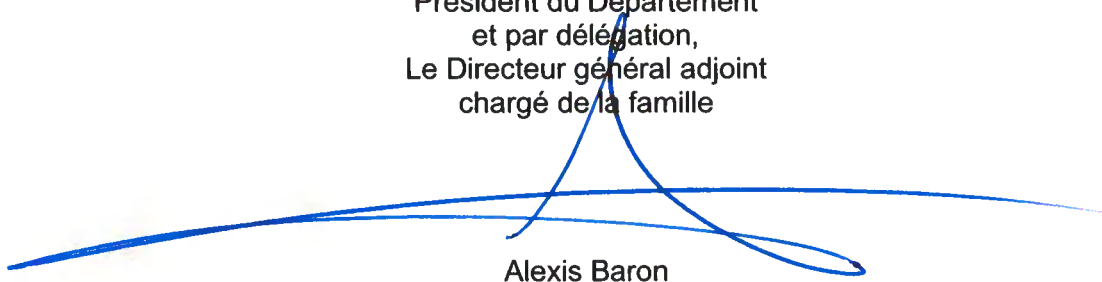
En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03).

**Article 4 :**

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 9 février 2023

Président du Département  
et par délégation,  
Le Directeur général adjoint  
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture  
038-223800012-20230209-2023-903-AR  
Date de télétransmission : 23/02/2023  
Date de réception préfecture : 23/02/2023



**Arrêté n° 2023-906**

Direction de l'autonomie

Service établissements personnes âgées personnes handicapées

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Lucie Pellat » à Montbonnot géré par le CCAS de la Ville de Grenoble**

**Le Président du Conseil départemental**

**Vu** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

**Vu** la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

**Vu** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**Vu** la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

**Vu** la délibération n° 2022 DOB 2023 A 05 7 adoptée par l'assemblée départementale en date du 18 novembre 2022 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

**Vu** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

**Considérant** le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) 2023-2027 en cours de signature ;

**Sur** proposition de la Directrice générale des services ;

**Arrête :**

**Article 1 :**

Le montant des charges nettes hébergement 2023 est arrêté à la somme de 1 707 905 €.

**Article 2 :**

Pour la section dépendance, le montant du forfait dépendance est fixé à 452 489 €.

**Article 3 :**

Le montant de la dotation dépendance, qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère (décret n° 2016-1814), à verser à l'établissement s'établit à 234 001,88 € (cf. détail ci-dessous). Ce paiement s'effectuera trimestriellement.

Accusé de réception en préfecture  
038-223800012-20230209-2023-906-AR  
Date de télétransmission : 23/02/2023  
Date de réception préfecture : 23/02/2023

Montant de la tarification dépendance	452 489,00 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs	51 320,24 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	10 066,14 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	157 080,74 €
Montant de la dotation annuelle 2023	234 001,88 €

**Article 4 :**

Pour 2024, dans le cas où la tarification dépendance ne peut être arrêtée au 1<sup>er</sup> janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre la somme correspondant au quart de la dotation annuelle de 2023. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2024.

**Article 5 :**

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD « Lucie Pellat » à Montbonnot sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1<sup>er</sup> mars 2023** :

**Tarif Hébergement :****HEBERGEMENT PERMANENT**

Tarif hébergement permanent F1 Bis	64,35 €
Tarif hébergement permanent F2 personne seule	69,57 €
Tarif hébergement permanent F2 couple	58,93 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	82,30 €
Tarif Dépendance Gir 1 et 2	25,47 €
Tarif Dépendance Gir 3 et 4	16,16 €
Tarif Dépendance Gir 5 et 6	6,86 €

**HEBERGEMENT TEMPORAIRE**

Tarif hébergement temporaire F1	63,18 €
Tarif Dépendance Gir 1 et 2	28,50 €
Tarif Dépendance Gir 3 et 4	18,50 €
Tarif Dépendance Gir 5 et 6	7,50 €

**Article 6 :**

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

**Article 7 :**

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

**Article 8 :**

En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

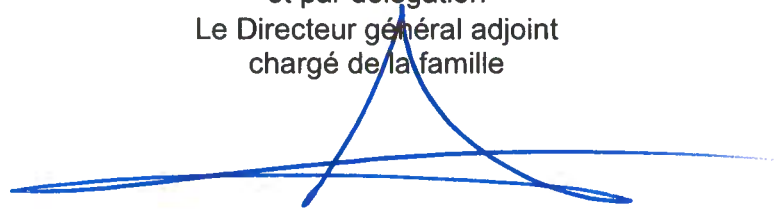
Accusé de réception en préfecture 038-223800012-20230209-2023-906-AR Date de télétransmission : 23/02/2023 Date de réception préfecture : 23/02/2023
---

**Article 9 :**

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 9 février 2023

Pour le Président  
et par délégation  
Le Directeur général adjoint  
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture  
038-223800012-20230209-2023-906-AR  
Date de télétransmission : 23/02/2023  
Date de réception préfecture : 23/02/2023



**Arrêté n° 2023-914**

Direction de l'Autonomie

Service des établissements pour personnes âgées et personnes handicapées

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement de la résidence autonomie « Les Pervenches »  
à Saint-Georges-d'Espéranche gérée par le CIAS de Heyrieux**

**Le Président du Conseil départemental**

**Vu** le Code de l'action sociale et des familles ;

**Vu** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

**Vu** la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

**Vu** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**Vu** la délibération adoptée par l'assemblée départementale en date du 18 novembre 2022 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

**Considérant** les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

**Sur proposition** de la Directrice générale des services ;

**Arrête :**

**Article 1 :**

Pour l'exercice budgétaire 2023, les dépenses et recettes de fonctionnement de la résidence autonomie de Saint-Georges-d'Espéranche sont autorisées comme suit :

<b>Groupes fonctionnels</b>	<b>Montant hébergement</b>
Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	188 100 €
Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	320 915 €
Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	141 290 €
Reprise du résultat antérieur - Déficit	-
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>650 305 €</b>
Groupe I - Produits de la tarification	527 105 €
Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	122 500 €
Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	700 €
Reprise de résultats antérieurs - Excédent	650 305 €
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>650 305 €</b>

Accusé de réception en préfecture  
038-223800012-20230210-2023-914-AR  
Date de télétransmission : 23/02/2023  
Date de réception préfecture : 23/02/2023

**Article 2 :**

Les tarifs hébergement journaliers de la résidence autonomie de Saint-Georges-d'Espéranche sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1<sup>er</sup> mars 2023** :

**Tarifs hébergement**

Tarif hébergement F1	19,60 €
Tarif hébergement F1 bis 1	23,60 €
Tarif hébergement F1 bis 2	26,34 €
Tarif hébergement F2 bis 1	35,23 €
Tarif hébergement F2 bis 2	36,93 €

**Article 3 :**

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

**Article 4 :**

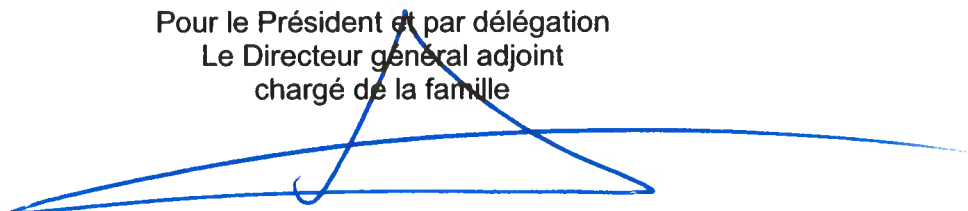
En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 5 :**

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 10 février 2023

Pour le Président et par délégation  
Le Directeur général adjoint  
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture  
038-223800012-20230210-2023-914-AR  
Date de télétransmission : 23/02/2023  
Date de réception préfecture : 23/02/2023





**Arrêté n° 2023-915**

Direction de l'autonomie

Service établissements personnes âgées personnes handicapées

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « André Léo » situé à Grenoble, géré par le CCAS de la Ville de Grenoble**

**Le Président du Conseil départemental**

**Vu** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

**Vu** la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

**Vu** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**Vu** la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

**Vu** la délibération n° 2022 DOB 2023 A 05 7 adoptée par l'assemblée départementale en date du 18 novembre 2022 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

**Vu** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

**Considérant** le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) 2023-2027 en cours de signature ;

**Sur** proposition de la Directrice générale des services ;

**Arrête :**

**Article 1 :**

Le montant des charges nettes hébergement 2023 est arrêté à la somme de 2 141 280 €.

**Article 2 :**

Pour la section dépendance, le montant du forfait dépendance est fixé à 583 610 €.

**Article 3 :**

Le montant de la dotation dépendance, qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère (décret n° 2016-1814), à verser à l'établissement s'établit à 371 450 € (cf. détail ci-dessous). Ce paiement s'effectuera trimestriellement.

Montant de la tarification dépendance	583 610 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs	26 520 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	0 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	185 640 €
Montant de la dotation annuelle 2023	371 450 €

**Article 4 :**

Pour 2024, dans le cas où la tarification dépendance ne peut être arrêtée au 1<sup>er</sup> janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre la somme correspondant au quart de la dotation annuelle de 2023. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2024.

**Article 5 :**

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD « André Léo » sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1<sup>er</sup> mars 2023** :

**HEBERGEMENT PERMANENT ET TEMPORAIRE**

Tarif hébergement F1 Bis	72,41 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	92,25 €

**DEPENDANDE HEBERGEMENT PERMANENT**

Tarif Dépendance Gir 1 et 2	24,53 €
Tarif Dépendance Gir 3 et 4	15,57 €
Tarif Dépendance Gir 5 et 6	6,61 €

**DEPENDANDE HEBERGEMENT TEMPORAIRE**

Tarif Dépendance Gir 1 et 2	28,50 €
Tarif Dépendance Gir 3 et 4	18,50 €
Tarif Dépendance Gir 5 et 6	7,50 €

**Article 6 :**

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

**Article 7 :**

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

**Article 8 :**

En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 9 :**

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 9 février 2023

Pour le Président  
et par délégation  
Le Directeur général adjoint  
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture  
038-223800012-20230209-2023-915-AR  
Date de télétransmission : 23/02/2023  
Date de réception préfecture : 23/02/2023

**Arrêté n° 2023-927**

Direction de l'Autonomie

Service établissements et services pour personnes âgées

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance de l'USLD de Coublevie  
gérée par le Centre hospitalier de Voiron**

**Le Président du Conseil départemental**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.3221-9 relatif aux compétences du président du conseil départemental en matière d'action sociale ;

**Vu** l'article L. 6111-2, alinéa 2 du Code de la santé publique relatif aux établissements de santé dispensant des soins de longue durée ;

**Vu** le Code de l'action sociale et des familles ;

**Vu** la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

**Vu** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

**Vu** les documents budgétaires transmis par le Centre hospitalier de Voiron au titre de l'exercice budgétaire 2023 ;

**Vu** les contre-propositions budgétaires présentées par le Président du Conseil départemental dans le cadre de la procédure contradictoire de tarification ;

**Vu** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

**Vu** la délibération votée par l'assemblée départementale iséroise le 18 novembre 2022 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

**Sur** proposition de la Directrice générale des services ;

**Arrête**

**Article 1 :**

Le budget de fonctionnement 2023 de l'USLD de Coublevie se décline comme suit :

Groupes fonctionnels		Montant hébergement	Montant dépendance
<b>Dépenses</b>	Titre I Charges de personnel	266 497,76 €	254 849,10 €
	Titre III Charges à caractère hôtelier et général	291 050,00 €	36 325,80 €
	Titre IV Charges d'amortissements, de provisions, financières et exceptionnelles	187 500,00 €	-
	<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>745 047,76 €</b>	<b>291 174,90 €</b>

Accusé de réception en préfecture  
039202300012-20230210-2023-927-AR  
Date de télétransmission : 23/02/2023  
Date de réception préfecture : 23/02/2023

		Montant hébergement	Montant dépendance
<b>Recettes</b>	Titre II Produits afférents à la dépendance		241 174,90 €
	Titre III Produits afférents à l'hébergement	700 747,76 €	
	Titre IV Autres Produits	44 300,00 €	50 000,00 €
	<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>745 047,76 €</b>	<b>291 174,90 €</b>

**Article 2 :**

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'USLD concernée sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1<sup>er</sup> mars 2023** :

**Tarif hébergement**

Tarif hébergement	66,93 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	89,96 €

**Tarifs dépendance**

Tarif dépendance GIR 1 et 2	26,42 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	16,77 €

**Tarif prévention à la charge du résident**

Tarif dépendance GIR 5 et 6	7,12 €
-----------------------------	--------

**Article 3 :**

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

**Article 4 :**

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

**Article 5 :**

En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 6 :**

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 10 février 2023

Pour le Président et par délégation  
Le Directeur général adjoint  
chargé de la famille

Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture  
038-223800012-20230210-2023-927-AR  
Date de télétransmission : 23/02/2023  
Date de réception préfecture : 23/02/2023



**Arrêté n° 2023-936**

Direction de l'autonomie

Service établissements personnes âgées personnes handicapées

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD et de l'accueil de jour  
du Centre hospitalier de Tullins**

**Le Président du Conseil départemental**

**Vu** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

**Vu** la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

**Vu** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**Vu** la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

**Vu** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

**Vu** la délibération adoptée par l'assemblée départementale en date du 18 novembre 2022 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

**Considérant** les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

**Considérant** le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) signé le 31 décembre 2018 ;

**Sur** proposition de la Directrice générale des services ;

**Arrête :**

**Article 1 :**

Le montant des charges nettes hébergement 2023 est arrêté à la somme de 1 890 620,37 €.

**Article 2 :**

Pour la section dépendance, le montant du forfait dépendance est fixé à 663 108,41 € au titre de l'exercice budgétaire 2023.

**Article 3 :**

Le montant de la somme à verser par le Département qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère (décret n° 2016-1814) s'établit à 458 311,34 €. Ce paiement s'effectuera trimestriellement, déduction faite des sommes déjà versées.

Accusé de réception en préfecture  
038-223800012-20230214-2023-936-AR  
Date de télétransmission : 23/02/2023  
Date de réception préfecture : 23/02/2023

Montant de la tarification dépendance (HP + PHA)	663 108,41 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs en année pleine	26 520,00 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants Isérois en année pleine	4 537,07 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants Isérois en année pleine	173 740,00 €
Montant de la dotation annuelle 2023	458 311,34 €

**Article 4 :**

Pour 2024, dans le cas où la tarification dépendance ne peut être arrêtée au 1<sup>er</sup> janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre la somme correspondant au quart de la dotation annuelle de 2023. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2024.

**Article 5 :**

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD du Centre hospitalier de Tullins sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1<sup>er</sup> mars 2023** :

**Tarif hébergement permanent et temporaire**

Tarif hébergement 67,56 €

Tarif hébergement des moins de 60 ans 89,74 €

**Tarifs dépendance permanent**

Tarif dépendance GIR 1 et 2 24,49 €

Tarif dépendance GIR 3 et 4 15,54 €

**Tarif prévention permanent à la charge du résident**

Tarif dépendance GIR 5 et 6 6,60 €

**Tarifs dépendance temporaire**

Tarif dépendance GIR 1 et 2 28,50 €

Tarif dépendance GIR 3 et 4 18,50 €

**Tarif temporaire prévention à la charge du résident**

Tarif dépendance GIR 5 et 6 7,50 €

**Supplément tarifs dépendance – Unité Personne Handicapée Âgée**

Tarif dépendance GIR 1 et 2 7,49 €

Tarif dépendance GIR 3 et 4 4,76 €

**Article 6 :**

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'Accueil de jour du Centre hospitalier de Tullins sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1<sup>er</sup> mars 2023** :

**Tarif Accueil de jour hébergement**

Tarif hébergement + 60 ans 28,68 €

Tarif hébergement + 60 ans à la demi-journée 14,34 €

Tarif hébergement - 60 ans 51,42 €

Tarif hébergement - 60 ans à la demi-journée 25,71 €

**Tarifs Accueil de jour dépendance**

Tarif dépendance GIR 1 et 2 30,47 €

Tarif dépendance GIR 3 et 4 19,32 €

**Tarif Accueil de jour prévention à la charge du résident**

Tarif dépendance GIR 5 et 6 8,20 €

**Article 7 :**

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Accusé de réception en préfecture  
038-223800012-20230214-2023-936-AR  
Date de télétransmission : 23/02/2023  
Date de réception préfecture : 23/02/2023

**Article 8 :**

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

**Article 9 :**

En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 10 :**

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 14 février 2023

Pour le Président  
et par délégation  
Le Directeur général adjoint  
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture 038-223800012-20230214-2023-936-AR Date de télétransmission : 23/02/2023 Date de réception préfecture : 23/02/2023
---





**Arrêté n° 2023-937**

Direction de l'autonomie

Service établissements personnes âgées personnes handicapées

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance du Centre de jour  
et Maison des Aidants « Les Alpains » à Grenoble gérés par le CCAS de la Ville de Grenoble**

**Le Président du Conseil départemental**

**Vu** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

**Vu** la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

**Vu** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**Vu** la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

**Vu** la délibération n° 2022 DOB 2023 A 05 7 adoptée par l'assemblée départementale en date du 18 novembre 2022 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

**Vu** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

**Considérant** le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) 2023-2027 en cours de signature ;

**Sur** proposition de la Directrice générale des services ;

**Arrête :**

**Article 1 :**

Le montant des charges nettes 2023 du Centre de jour et MDA « Les Alpains » à Grenoble est arrêté à la somme de 143 913 €.

**Article 2 :**

Pour la section dépendance, le montant du forfait est fixé à 114 981,03 € pour l'année 2023.

**Article 3 :**

Les tarifs hébergement et dépendance applicables au Centre de jour et MDA « Les Alpins » à Grenoble sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1<sup>er</sup> mars 2023** :

Tarif hébergement	32,44 €
Tarif - de 60 ans	57,12 €

Tarif dépendance pour les GIR 1 et 2	32,11 €
Tarif dépendance pour les GIR 3 et 4	20,38 €
Tarif dépendance pour les GIR 5 et 6	5,24 €

**Article 4 :**

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

**Article 5 :**

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

**Article 6 :**

En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03).

**Article 7 :**

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 14 février 2023

Pour le Président  
et par délégation  
Le Directeur général adjoint  
chargé de la famille

Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture 038-223800012-20230214-2023-937-AR Date de télétransmission : 23/02/2023 Date de réception préfecture : 23/02/2023
---

**Arrêté n° 2023-939**

Direction de l'autonomie

Service établissements personnes âgées personnes handicapées

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance  
de l'EHPAD géré par le Centre hospitalier intercommunal de Morestel****Le Président du Conseil départemental**

**Vu** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

**Vu** la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

**Vu** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**Vu** la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

**Vu** la délibération n° 2022 DOB 2023 A 05 7 adoptée par l'assemblée départementale en date du 18 novembre 2022 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

**Vu** le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

**Considérant** les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

**Sur** proposition de la Directrice générale des services ;

**Arrête :****Article 1 :**

Pour la section hébergement, les dépenses et recettes de l'EHPAD géré par le Centre hospitalier intercommunal de Morestel sont autorisées comme suit, au titre de l'exercice budgétaire 2023 :

<b>Groupes fonctionnels</b>		<b>Section hébergement</b>
<b>Dépenses</b>	Titre I - Charges de personnel	3 036 562,71 €
	Titre III - Charges à caractère hôtelier et général	1 450 962,84 €
	Titre IV - Charges d'amortissements, de provisions, financières et exceptionnelles	1 133 844,56 €
	<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>5 621 370,11 €</b>
<b>Groupes fonctionnels</b>		<b>Section hébergement</b>
<b>Recettes</b>	Titre I - Produits afférents aux soins	277 923,63 €
	Titre III - Produits afférents à l'hébergement	5 091 942,03 €
	Titre IV - Autres produits	251 504,45 €
	<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>5 621 370,11 €</b>

Accusé de réception en préfecture  
038-223800012-20230214-2023-939-AR  
Date de télétransmission : 23/02/2023  
Date de réception préfecture : 23/02/2023

**Article 2 :**

Pour la section dépendance, le montant du forfait dépendance est fixé à 1 743 625,57 €.

**Article 3 :**

Le montant de la dotation dépendance, qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère (décret n° 1816-1814), à verser à l'établissement s'établit à 983 012,32 € (cf. détail ci-dessous).

Ce paiement s'effectuera trimestriellement.

Montant de la tarification dépendance	1 743 625,57 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs en année pleine	304 448,93 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	14 988,59 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	433 130,02 €
Déduction des moins de 60 ans	8 045,71 €
<b>Montant de la dotation annuelle 2023</b>	<b>983 012,32 €</b>

**Article 4 :**

Pour 2024, dans le cas où la tarification dépendance ne peut être arrêtée au 1<sup>er</sup> janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre le quart de la dotation annuelle de 2023. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2024.

**Article 5 :**

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD géré par le Centre hospitalier intercommunal de Morestel sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1<sup>er</sup> mars 2023** :

**Tarif hébergement**

Tarif hébergement permanent	64,76 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	86,76 €

**Tarifs dépendance hébergement permanent**

Tarif dépendance GIR 1 et 2	24,51 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	15,56 €

**Tarif prévention à la charge du résident**

Tarif dépendance GIR 5 et 6	6,60 €
-----------------------------	--------

**Article 6 :**

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

**Article 7 :**

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

**Article 8 :**

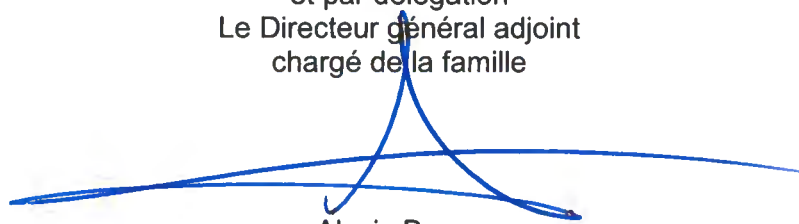
En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 9 :**

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 14 février 2023

Pour le Président  
et par délégation  
Le Directeur général adjoint  
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture  
038-223800012-20230214-2023-939-AR  
Date de télétransmission : 23/02/2023  
Date de réception préfecture : 23/02/2023



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 24 février 2023

**DOSSIER N° 2023 CP02 A 05 8**

**Objet :** Contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM) des résidences autonomie

**Politique :** Personnes âgées

**Programme :** Frais divers aide sociale générale  
Opération : Section V Conférence des financeurs

**Service instructeur : DAU/EAH**

Sans incidence financière

Répartition de subvention

Imputations	.....	.....	.....	.....
-------------	-------	-------	-------	-------

Montant budgété	.....	.....	.....	.....
-----------------	-------	-------	-------	-------

Montant déjà réparti	.....	.....	.....	.....
----------------------	-------	-------	-------	-------

Montant de la présente répartition	.....	.....	.....	.....
------------------------------------	-------	-------	-------	-------

Solde à répartir	.....	.....	.....	.....
------------------	-------	-------	-------	-------

Programmation de travaux

Imputations	.....	.....	.....	.....
-------------	-------	-------	-------	-------

Montant budgété	.....	.....	.....	.....
-----------------	-------	-------	-------	-------

Montant déjà réparti	.....	.....	.....	.....
----------------------	-------	-------	-------	-------

Montant de la présente répartition	.....	.....	.....	.....
------------------------------------	-------	-------	-------	-------

Solde à répartir	.....	.....	.....	.....
------------------	-------	-------	-------	-------

**Conventions, contrats, marchés**

Imputations	6568/4231	.....	.....	.....
-------------	-----------	-------	-------	-------

Autres (à préciser)

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 24 février 2023

**DOSSIER N° 2023 CP02 A 05 8**

Numéro provisoire : 4735 - Code matière : 8.2

Finances - individualiser les crédits votés par l'assemblée départementale : octroyer ou retirer des subventions, participations, prêts et secours, bourses et allocations diverses, décider du versement de cotisations et d'indemnités diverses, hors celles versées aux conseillers départementaux ; affecter les opérations de travaux ; Délégation de la commission permanente (*références délégation - articles*) :

Acte réglementaire ou à publier : Oui

Dépôt en Préfecture le : 27-02-2023

Exécutoire le : 27-02-2023

Publication le : 27-02-2023

## DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE

La commission permanente,  
Vu le rapport du Président N°2023 CP02 A 05 8,  
Vu l'avis de la Commission Action sociale, solidarités,

### DECIDE

- d'approuver les modèles de Contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM) avec ou sans forfait soin, tels que joints en annexe ;
- d'autoriser la signature des CPOM des résidences autonomie dont les contrats arrivent à échéance, conformément audit modèle.

Pour extrait conforme,

Le Président,

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping, sweeping strokes that form a stylized, somewhat abstract shape. The signature is positioned to the right of the text 'Le Président,' and above the name 'Jean-Pierre Barbier'.

Jean-Pierre Barbier

Abstentions : 15 (Mmes Couvent, Demore, Gerbier, Germain, Girerd, Kazazian-Balestas, Questiaux, Romera et MM. Badouard, Bessiron, Billouet, Cucarollo, Queiros, Strappazon, Vallini).

Pour : le reste des Conseillers départementaux présents ou représentés.





Logo gestionnaire



## Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens

**Années 20XX-20XX**

### **Entre,**

D'une part la (les) autorité (s) suivante (s) ayant délivré l'autorisation de fonctionnement couverte par le CPOM :

Le Département de l'Isère représenté par Monsieur Jean-Pierre Barbier, Président,

L'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes représentée par Monsieur le Docteur Jean-Yves Grall, Directeur général

### **Et d'autre part,**

La personne morale gestionnaire, représentée par            sis            (adresse).

### **Références :**

Vu la loi Adaptation de la Société au Vieillessement n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à la définition des résidences autonomie,

Vu le décret du 27 mai 2016 relatif aux résidences autonomie et portant diverses dispositions relatives aux établissements sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées,

Vu le montant annuel alloué par la CNSA à la Conférence des financeurs pour la répartition du forfait autonomie,

Vu l'article D.312-159-4 du CASF qui prévoit que le forfait autonomie finance tout ou partie des actions individuelles ou collectives de prévention de la perte d'autonomie mises en œuvre par une résidence autonomie, au profit de ses résidents et, le cas échéant, de personnes extérieures,

Vu le IV de l'article L313-12 du CASF qui permet aux établissements de conserver leur forfait soins courant, sous réserve de la conclusion d'un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens,

Vu la validation par la Conférence des Financeurs le 7 octobre 2016 de la stratégie globale de prévention et particulièrement l'attribution des forfaits autonomie,

Vu le nombre de places potentiellement concernées par ce forfait autonomie de 2 100,

Vu la délibération de la commission permanente du 18 novembre 2016 adoptant le principe d'allocation du forfait autonomie aux résidences autonomie et un modèle type de contrat pluriannuel d'objectif et de moyens,

Vu la délibération de la commission permanente du 24 février 2023 validant le nouveau modèle type de contrat pluriannuel d'objectif et de moyens,

**Il a été conclu ce qui suit :**

**Article 1 : Objet du contrat**

L'article L313-12 du Code de l'action sociale et des familles prévoit que seuls les établissements ayant signé un CPOM avec le Président du Département (et le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé) peuvent bénéficier de l'allocation du forfait autonomie (et du maintien du forfait soins courant).

Le présent contrat a donc pour objet de :

- Préciser au regard des résultats de l'évaluation externe, les objectifs d'amélioration de la qualité dans l'établissement et leurs modalités d'évaluation,
- De définir le planning, le délai et les modalités de réalisation des prescriptions minimales définies par décret 2016-696 du 27 mai 2016,
- De définir les actions de prévention à mettre en œuvre et leurs modalités de financement,
- De définir les obligations respectives

Le présent contrat ne préjudicie pas à l'application des dispositions relatives aux obligations des établissements et services médico-sociaux liées à la procédure d'autorisation prévue à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles et notamment au respect de conditions d'installation, d'organisation et de fonctionnement de l'établissement garantissant la santé, la sécurité et le bien-être physique ou moral des personnes hébergées.

**Article 2 : Présentation de l'établissement**

**CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'ETABLISSEMENT**

<b>Organisme gestionnaire</b>			
<b>Nom de l'établissement</b>			
<b>Adresse</b>			
<b>Habilitation aide sociale</b>			
<b>Etablissement bénéficiant du Forfait Soins Courant</b>	choix		
<b>Nb de place aide sociale</b>			
<b>Statut juridique</b>	choix		
<b>Convention collective</b>	choix		
<b>Capacité de l'établissement</b>	<b>Nombre de personnes pouvant être hébergées</b>		
	<b>Nombre de logements</b>		
	<b>Type T1</b>		
	<b>Type T1 bis</b>		
	<b>Type T2</b>		
	<b>Autres (à préciser)</b>		
<b>Existence d'un projet d'établissement à visée intergénérationnelle</b>	choix		
<b>L'établissement accueille des usagers bénéficiaires de l'APA</b>	choix		

Etat des résidents accueillis au XX/XX/XXXX	GIR 1	GIR 2	GIR 3	GIR 4	GIR 5	GIR 6	TOTAL
Nombre de Résidents par GIR							

**Nombre de personnes handicapées, étudiants ou jeunes travailleurs accueillies : .....**

### **Article 3 : Résultats de l'évaluation interne et externe sur les prescriptions attendues des résidences autonomie**

Ce diagnostic synthétise le rapport d'évaluation interne et externe réalisé préalablement au renouvellement de l'autorisation d'une part et fait un point d'étape sur les prescriptions minimales attendues des résidences autonomie conformément au décret 27 mai 2016 d'autre part. Il servira de base à l'élaboration des objectifs du CPOM.

Date de réalisation des évaluations interne et externe : .....

#### Les conclusions de l'évaluation externe

Thématique	Axe d'amélioration à inscrire
1- La démarche d'évaluation interne	
2- La prise en compte des recommandations publiées par l'ANESM	
3- Les conditions d'élaboration, de mise en œuvre et d'actualisation du projet d'établissement ou de service et d'organisation de la qualité de la prise en charge ou de l'accompagnement des usagers	
4- Ouverture de la structure sur son environnement	
5- Personnalisation de l'accompagnement	

6- Expression et participation individuelle et collective des usagers	
7- Garantie des droits et politique de prévention et gestion des risques	

**Etat des lieux :**

<b>Prescriptions minimales</b>	
Respect des seuils de dépendance	OUI/NON
Contrat de séjour mis à jour	OUI/NON
Prestations minimales d'administration générale mises en œuvre	
Logement privatif adapté	
Mise à disposition et entretien des locaux collectifs	
Existence d'une offre d'actions collectives et individuelles de prévention de la perte d'autonomie	
Accès à un service de restauration par tous moyens	<i>Décrire les moyens</i>
Accès à un service de blanchisserie	<i>Décrire les moyens</i>
Accès aux moyens de communication	<i>Décrire les moyens</i>
Accès à un dispositif de sécurité apportant au résident 24H/24 une assistance par tous moyens qui lui permettent de se signaler	<i>Décrire les moyens</i>
Prestations d'animation de la vie sociale	<i>Décrire succinctement les animations collectives et activités organisées</i>
<b>Le projet d'établissement prévoit d'accueillir des personnes bénéficiant de l'APA</b>	<b>OUI/NON</b>
Si oui modalités mises en œuvre pour faciliter l'accès des résidents aux SAAD	<i>Description</i>
Si oui convention conclue avec un EHPAD	<i>OUI/NON quel(s)EHPAD</i>
Si oui convention avec une des catégories de praticiens de santé suivantes : SSIAD, SPASAD, centre de santé, professionnels de santé ....	<i>OUI/NON Quel(s) praticien(s)</i>

**Article 4 : Objectifs généraux sur la durée du contrat**

OBJECTIF	ACTIONS (exemples)	ECHEANCE	INDICATEURS

## **Article 5 : Actions de prévention prévues**

Ces actions doivent porter notamment sur le maintien ou l'entretien des facultés physiques, cognitives, sensorielles, motrices et psychiques, la nutrition, la diététique, la mémoire, le sommeil, les activités physiques et sportives, l'équilibre et la prévention des chutes, le repérage et la prévention des difficultés sociales et de l'isolement social, le développement du lien social et de la citoyenneté, l'information et le conseil en matière de prévention en santé et de l'hygiène ainsi que la sensibilisation à la sécurisation du cadre de vie et le repérage des fragilités.

Elles doivent tenir compte des priorités définies par la conférence des financeurs et les principes validés par celle-ci le 7 octobre 2016 :

- Ouverture des actions de prévention aux habitants âgés non-résidents,
- Possibilité de mise en relation avec des jeunes en service civique,
- Valorisation de la mutualisation,
- Attribution du forfait autonomie au forfait à la place sans exclure les établissements disposant d'un forfait soins courant.

L'établissement s'engage à transmettre avant le 31 octobre de chaque année, le programme des actions de prévention qu'il envisage de mettre en œuvre au cours de l'année suivante.

## **Article 6 : Clauses financières**

### Article 6 1 : Concernant l'allocation du forfait autonomie

Dans le cadre des actions menées par l'établissement au titre des actions de prévention vu à l'article 5, le Département attribue à l'établissement une participation globale forfaitaire, sous réserve de l'inscription des crédits de paiement correspondants.

Le montant de cette participation est déterminé comme suit :

Nombre de places installées occupées de l'établissement X montant du forfait autonomie par place.

Pour rappel, pour 2022 le montant du forfait autonomie par place était de 378,62 €.

Le montant octroyé à l'établissement sera revu annuellement en fonction de l'enveloppe du forfait autonomie disponible au regard du nombre de places installées occupées.

Le forfait autonomie sera réglé par versement unique annuel.

### Article 6 2 : Concernant le maintien du forfait soins

Ce forfait soins est alloué dans la limite des dépenses relatives à la masse salariale des personnels de soins salariés. Le forfait soins courant est revalorisé chaque année dans la limite du taux de reconduction des moyens retenu au titre de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie applicable.

Il est fixé à .....pour l'année .....

Ces dépenses font l'objet d'un compte d'emploi, dans des conditions prévues par décret.

### **Article 7 : Evaluation et suivi du contrat**

L'établissement s'engage à identifier au budget prévisionnel et au compte administratif les montants alloués dans le cadre des actions de prévention. Il s'engage également à faciliter à tout moment le contrôle par le département de la réalisation de ces actions notamment par l'accès à toute pièce justificative de dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Il transmettra au terme de chaque exercice, et ce avant le 31 mars n+1, le bilan des actions de prévention réalisées et les dépenses y afférentes, en précisant notamment :

- La typologie des actions réalisées ;
- Le mode de réalisation de ces actions (prestation externe, régie directe, mutualisation...);
- Pour chacune d'entre elles, le nombre de personnes âgées de 60 ans et plus concernées, en précisant si elles sont résidentes ou non ;
- Le cas échéant, le nombre de personnels en équivalent temps plein (ou en nombre d'heures) mobilisés pour mener à bien les actions ;
- Le montant engagé pour chacune des actions réalisées,
- Une analyse qualitative de chacune des actions et leur impact sur les participants.

### **Article 8 : Durée du contrat**

Sous réserve des dispositions de l'article 6 ci-dessus, le présent contrat est reconduit d'année en année sans que sa durée totale n'excède 5 ans.

Il prend effet à la date de signature du présent contrat. Le montant du forfait autonomie à la place pourra être revu en fonction de l'enveloppe disponible et du nombre de places concernées par décision de la commission permanente départementale.

### **Article 9 : Inscription sur Viatrajectoire**

L'établissement s'engage à créer et actualiser sa page de présentation sur Via Trajectoire et d'autre part de tenir à jour le tableau de bord des usagers entrés ou souhaitant entrer dans sa structure. Pour rappel ViaTrajectoire est un service public gratuit et sécurisé qui propose une aide à l'orientation en structures médico-sociales des personnes âgées ou en situation de handicap. Il apporte une visibilité nationale sur l'offre disponible, la possibilité d'évaluer les listes d'attente, de recevoir des réponses et d'apprécier la réalisation de chaque décision. Le logiciel favorise ainsi le partage d'information en temps réel entre le Département et les ESMS pour faciliter le suivi individualisé des personnes orientées. Il est conforme aux préconisations des lois et décrets qui régissent le champ des domaines sanitaire et médicosocial. Depuis mars 2022, la CNSA a donné accès aux Départements à un portail présentant des indicateurs de pilotage autour de la mise en œuvre des orientations. Cet outil d'aide à la décision exploite les données de Via Trajectoire pour améliorer la connaissance de l'offre médico-sociale dans notre département.

**Article 10 : Avenant et résiliation du contrat**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution du présent contrat, défini d'un commun accord entre les parties, donnera lieu à un avenant.

La demande d'avenant devra faire l'objet d'un envoi par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le Département et l'ARS pourront résilier de plein droit le présent contrat et demander la restitution de tout ou partie du financement versé soit en cas de non-respect par l'établissement de ses engagements contractuels, soit en cas de faute grave de l'établissement et après une mise en demeure restée sans effet à l'issue d'un délai de 30 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception.

**Article 11 : Restitution des financements liés au contrat :**

Nonobstant les dispositions ci-dessus de résiliation du contrat, s'il apparaît au terme des opérations de contrôle de l'effectivité des actions de prévention financées par le forfait autonomie, (ou des actions relatives aux financements apportés par le forfait soins courant), que tout ou partie des sommes versées n'a pas été utilisé ou l'a été à des fins autres que celles prévues à l'article 5 et à l'article 6-2, le Département ou l'ARS procéderont chacun en ce qui le concerne au recouvrement des sommes indûment perçues par l'établissement dans les trois mois suivant le terme du contrôle. Pour ce faire, le Département ou l'ARS, après avoir entendu l'établissement, mettra fin à l'aide accordée et exigera le reversement des sommes considérées.

**Article 12 : Litiges :**

En cas de litige résultant de l'exécution du présent contrat, les parties décident de rechercher un règlement amiable préalablement à tout recours contentieux, lequel relèverait de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble.

Fait à Grenoble, le ..... en trois exemplaires originaux

Le Directeur général  
de l'Agence régionale de  
santé Auvergne Rhône-  
Alpes

Le Président  
du Conseil départemental

Pour  
l'établissement  
.....

Jean-Yves Grall

Jean-Pierre Barbier

## Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens

Année 202X-202X

### Entre,

D'une part la (les) autorité (s) suivante (s) ayant délivré l'autorisation de fonctionnement couverte par le CPOM :

Le Département de l'Isère représenté par Monsieur Jean-Pierre Barbier, Président,

### Et d'autre part,

La personne morale gestionnaire, représentée par            sis            (adresse).

### Références :

Vu la loi Adaptation de la Société au Vieillessement n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à la définition des résidences autonomie,

Vu le décret du 27 mai 2016 relatif aux résidences autonomie et portant diverses dispositions relatives aux établissements sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées,

Vu le montant annuel alloué par la CNSA à la Conférence des financeurs pour la répartition du forfait autonomie,

Vu l'article D.312-159-4 du CASF qui prévoit que le forfait autonomie finance tout ou partie des actions individuelles ou collectives de prévention de la perte d'autonomie mises en œuvre par une résidence autonomie, au profit de ses résidents et, le cas échéant, de personnes extérieures,

Vu la validation par la Conférence des Financeurs le 7 octobre 2016 de la stratégie globale de prévention et particulièrement l'attribution des forfaits autonomie,

Vu le nombre de places potentiellement concernées par ce forfait autonomie de 2 100 pour le Département de l'Isère,

Vu la délibération de la commission permanente du 18 novembre 2016 adoptant le principe d'allocation du forfait autonomie aux résidences autonomie et un modèle type de contrat pluriannuel d'objectif et de moyens,

Vu la délibération de la commission permanente du 24 février 2023 validant le nouveau modèle type de contrat pluriannuel d'objectif et de moyens,

### Il a été conclu ce qui suit :



## **Article 1 : Objet du contrat**

L'article L313-12 du Code de l'action sociale et des familles prévoit que seuls les établissements ayant signé un CPOM avec le Président du Département (et le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé) peuvent bénéficier de l'allocation du forfait autonomie (et du maintien du forfait soins courant).

Le présent contrat a donc pour objet de :

- préciser au regard des résultats de l'évaluation externe, les objectifs d'amélioration de la qualité dans l'établissement et leurs modalités d'évaluation,
- définir le planning, le délai et les modalités de réalisation des prescriptions minimales définies par décret 2016-696 du 27 mai 2016,
- définir les actions de prévention à mettre en œuvre et leurs modalités de financement,
- définir les obligations respectives

Le présent contrat ne préjudicie pas à l'application des dispositions relatives aux obligations des établissements et services médico-sociaux liées à la procédure d'autorisation prévue à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles et notamment au respect de conditions d'installation, d'organisation et de fonctionnement de l'établissement garantissant la santé, la sécurité et le bien-être physique ou moral des personnes hébergées.

## **Article 2 : Présentation de l'établissement**

### **CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'ETABLISSEMENT**

<b>Organisme gestionnaire</b>			
<b>Nom de l'établissement</b>			
<b>Adresse</b>			
<b>Habilitation aide sociale</b>			
<b>Etablissement bénéficiant du Forfait Soins Courant</b>	choix		
<b>Nb de place aide sociale</b>			
<b>Statut juridique</b>	choix		
<b>Convention collective</b>	choix		
<b>Capacité de l'établissement</b>	<b>Nombre de personnes pouvant être hébergées</b>		
	<b>Nombre de logements</b>		
	<b>Type T1</b>		
	<b>Type T1 bis</b>		
	<b>Type T2</b>		
	<b>Autres (à préciser)</b>		
<b>Existence d'un projet d'établissement à visée intergénérationnelle</b>	choix		
<b>L'établissement accueille des usagers bénéficiaires de l'APA</b>	choix		

Etat des résidents accueillis au XX/XX/XXXX	GIR 1	GIR 2	GIR 3	GIR 4	GIR 5	GIR 6	TOTAL
Nombre de Résidents par GIR							

**Nombre de personnes handicapées, étudiants ou jeunes travailleurs accueillies : .....**

**Article 3 : Résultats de l'évaluation externe et éventuellement de l'auto-diagnostic sur les prescriptions attendues des résidences autonomie**

Ce diagnostic synthétise le rapport d'évaluation externe réalisé préalablement au renouvellement de l'autorisation d'une part et fait un point d'étape sur les prescriptions minimales attendues des résidences autonomie conformément au décret 27 mai 2016 d'autre part.

Il servira de base à l'élaboration des objectifs du CPOM.

Date de réalisation de l'évaluation externe : .....

Les conclusions de l'évaluation externe

Thématique	Axe d'amélioration à inscrire
1- La démarche d'évaluation interne	
2- La prise en compte des recommandations publiées par l'ANESM	
3- Les conditions d'élaboration, de mise en œuvre et d'actualisation du projet d'établissement ou de service et d'organisation de la qualité de la prise en charge ou de l'accompagnement des usagers	
4- Ouverture de la structure sur son environnement	
5- Personnalisation de l'accompagnement	

6- Expression et participation individuelle et collective des usagers	
7- Garantie des droits et politique de prévention et gestion des risques	

**Etat des lieux :**

Prescriptions minimales	
Respect des seuils de dépendance	OUI/NON
Contrat de séjour mis à jour	OUI/NON
Prestations minimales d'administration générale mises en œuvre	
Logement privatif adapté	
Mise à disposition et entretien des locaux collectifs	
Existence d'une offre d'actions collectives et individuelles de prévention de la perte d'autonomie	
Accès à un service de restauration par tous moyens	<i>Décrire les moyens</i>
Accès à un service de blanchisserie	<i>Décrire les moyens</i>
Accès aux moyens de communication	<i>Décrire les moyens</i>
Accès à un dispositif de sécurité apportant au résident 24H/24 une assistance par tous moyens qui lui permettent de se signaler	<i>Décrire les moyens</i>
Prestations d'animation de la vie sociale	<i>Décrire succinctement les animations collectives et activités organisées</i>
<b>Le projet d'établissement prévoit d'accueillir des personnes bénéficiant de l'APA</b>	<b>OUI/NON</b>
Si oui modalités mises en œuvre pour faciliter l'accès des résidents aux SAAD	<i>Description</i>
Si oui convention conclue avec un EHPAD	<i>OUI/NON quel(s)EHPAD</i>
Si oui convention avec une des catégories de praticiens de santé suivantes : SSIAD, SPASAD, centre de santé, professionnels de santé ....	<i>OUI/NON Quel(s) praticien(s)</i>

**Article 4 : Objectifs généraux du contrat sur la durée du CPOM**

OBJECTIF	ACTIONS (exemples)	ECHEANCE	INDICATEURS

## **Article 5 : Actions de prévention prévues**

Ces actions doivent porter notamment sur le maintien ou l'entretien des facultés physiques, cognitives, sensorielles, motrices et psychiques, la nutrition, la diététique, la mémoire, le sommeil, les activités physiques et sportives, l'équilibre et la prévention des chutes, le repérage et la prévention des difficultés sociales et de l'isolement social, le développement du lien social et de la citoyenneté, l'information et le conseil en matière de prévention en santé et de l'hygiène ainsi que la sensibilisation à la sécurisation du cadre de vie et le repérage des fragilités.

Elles doivent tenir compte des priorités définies par la conférence des financeurs et les principes validés par celle-ci le 7 octobre 2016 :

- Ouverture des actions de prévention aux habitants âgés non-résidents,
- Possibilité de mise en relation avec des jeunes en service civique,
- Valorisation de la mutualisation,
- Attribution du forfait autonomie au forfait à la place sans exclure les établissements disposant d'un forfait soins courant.

L'établissement s'engage à transmettre avant le 31 octobre de chaque année, le programme des actions de prévention qu'il envisage de mettre en œuvre au cours de l'année suivante.

## **Article 6 : Clauses financières concernant l'allocation du forfait autonomie**

Dans le cadre des actions menées par l'établissement au titre des actions de prévention vu à l'article 5, le Département attribue à l'établissement une participation globale forfaitaire, sous réserve de l'inscription des crédits de paiement correspondants.

Le montant de cette participation est déterminé comme suit :

Nombre de places installées occupées de l'établissement X montant du forfait autonomie par place.

Pour rappel, pour 2022 le montant du forfait autonomie par place était de 378,62 €.

Le montant octroyé à l'établissement sera revu annuellement en fonction de l'enveloppe du forfait autonomie disponible, au regard du nombre de places installées occupées.

Le forfait autonomie sera réglé par versement unique annuel.

## **Article 7 : Evaluation et suivi du contrat**

L'établissement s'engage à identifier au budget prévisionnel et au compte administratif les montants alloués dans le cadre des actions de prévention. Il s'engage également à faciliter à tout moment le contrôle par le département de la réalisation de ces actions notamment par l'accès à toute pièce justificative de dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Il transmettra au terme de chaque exercice, et ce avant le 30 mars n+1, le bilan des actions de prévention réalisées et les dépenses y afférentes, en précisant notamment :

- La typologie des actions réalisées ;
- Le mode de réalisation de ces actions (prestation externe, régie directe, mutualisation...);
- Pour chacune d'entre elles, le nombre de personnes âgées de 60 ans et plus concernées, en précisant si elles sont résidentes ou non ;
- Le cas échéant, le nombre de personnels en équivalent temps plein (ou en nombre d'heures) mobilisés pour mener à bien les actions ;
- Le montant engagé pour chacune des actions réalisées,
- Une analyse qualitative de chacune des actions et leur impact sur les participants.

### **Article 8 : Durée du contrat**

Sous réserve des dispositions de l'article 6 ci-dessus, le présent contrat est reconduit d'année en année sans que sa durée totale n'excède 5 ans.

Il prend effet à la date de signature du présent contrat. Le montant du forfait autonomie à la place pourra être revu en fonction de l'enveloppe disponible et du nombre de places concernées par décision de la commission permanente départementale.

### **Article 9 : Inscription sur ViaTrajectoire**

L'établissement s'engage à créer et actualiser sa page de présentation sur ViaTrajectoire et d'autre part de tenir à jour le tableau de bord des usagers entrés ou souhaitant entrer dans sa structure. Pour rappel ViaTrajectoire est un service public gratuit et sécurisé qui propose une aide à l'orientation en structures médico-sociales des personnes âgées ou en situation de handicap. Il apporte une visibilité nationale sur l'offre disponible, la possibilité d'évaluer les listes d'attente, de recevoir des réponses et d'apprécier la réalisation de chaque décision. Le logiciel favorise ainsi le partage d'information en temps réel entre le Département et les ESMS pour faciliter le suivi individualisé des personnes orientées. Il est conforme aux préconisations des lois et décrets qui régissent le champ des domaines sanitaire et médicosocial. Depuis mars 2022, la CNSA a donné accès aux Départements à un portail présentant des indicateurs de pilotage autour de la mise en œuvre des orientations. Cet outil d'aide à la décision exploite les données de Via Trajectoire pour améliorer la connaissance de l'offre médico-sociale dans notre département.

### **Article 10 : Avenant et résiliation du contrat**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution du présent contrat, défini d'un commun accord entre les parties, donnera lieu à un avenant.

La demande d'avenant devra faire l'objet d'un envoi par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le Département pourra résilier de plein droit le présent contrat et demander la restitution de tout ou partie du financement qu'il aura versé soit en cas de non-respect par l'établissement de ses engagements contractuels, soit en cas de faute grave de l'établissement et après une mise en demeure restée sans effet à l'issue d'un délai de 30 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception.

**Article 11 : Restitution des financements liés au contrat**

Nonobstant les dispositions ci-dessus de résiliation du contrat, s'il apparaît au terme des opérations de contrôle de l'effectivité des actions de prévention financées par le forfait autonomie, que tout ou partie des sommes versées n'a pas été utilisé ou l'a été à des fins autres que celles prévues à l'article 5, le Département procédera au recouvrement des sommes indûment perçues par l'établissement dans les trois mois suivant le terme du contrôle. Pour ce faire, le Département, après avoir entendu l'établissement, mettra fin à l'aide accordée et exigera le reversement des sommes considérées.

**Article 12 : Litiges**

En cas de litige résultant de l'exécution du présent contrat, les parties décident de rechercher un règlement amiable préalablement à tout recours contentieux, lequel relèverait de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble.

Fait à Grenoble, le ..... en deux exemplaires originaux

Pour l'établissement  
.....

Le Président  
du Conseil départemental

.....

Jean-Pierre Barbier



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMISSION PERMANENTE**  
Séance du 24 février 2023  
**DOSSIER N° 2023 CP02 A 05 6**

<b>Objet :</b>	<b>Appel à manifestation d'intérêt pour projets innovants personnes âgées, personnes handicapées (PA/PH)</b>
<b>Politique :</b>	<b>Personnes âgées</b>

<b>Programme :</b>	Hébergement personnes âgées/personnes handicapées
	Opération : Etablissements personnes âgées/personnes handicapées

<b>Service instructeur : DAU/EAH</b>				
Sans incidence financière				
Répartition de subvention				
Imputations	.....	.....	.....	.....
Montant budgété	.....	.....	.....	.....
Montant déjà réparti	.....	.....	.....	.....
Montant de la présente répartition	.....	.....	.....	.....
Solde à répartir	.....	.....	.....	.....
Programmation de travaux				
Imputations	.....	.....	.....	.....
Montant budgété	.....	.....	.....	.....
Montant déjà réparti	.....	.....	.....	.....
Montant de la présente répartition	.....	.....	.....	.....
Solde à répartir	.....	.....	.....	.....
<b><u>Conventions, contrats, marchés</u></b>				
Imputations	2324/4238	2324/425	multiples chap.204	.....
Autres (à préciser)				

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 24 février 2023

**DOSSIER N° 2023 CP02 A 05 6**

Numéro provisoire : 4763 - Code matière : 8.2

Finances - individualiser les crédits votés par l'assemblée départementale : octroyer ou retirer des subventions, participations, prêts et secours, bourses et allocations diverses, décider du versement de cotisations et d'indemnités diverses, hors celles versées aux conseillers départementaux ; affecter les opérations de travaux ; Délégation de la commission permanente (*références délégation - articles*) :

Acte réglementaire ou à publier : Oui

Dépôt en Préfecture le : 27-02-2023

Exécutoire le : 27-02-2023

Publication le : 27-02-2023



## DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE

La commission permanente,

Vu le rapport du Président N°2023 CP02 A 05 6,

Vu l'avis de la Commission Action sociale, solidarités,

### DECIDE

- d'approuver l'attribution de subventions pour un montant total de 5 539 399 € aux porteurs de projets retenus dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt pour projets innovants personnes âgées/personnes handicapées, conformément au tableau joint en annexe, étant entendu que lors de leur démarrage effectif, ces financements feront l'objet d'une affectation dans le cadre des autorisations de programmes 5Q et 1R votés par l'assemblée départementale ;
- d'approuver les modalités de versement des subventions suivantes :

En 1 seule fois, pour les subventions dont le montant global est 100 % sur présentation des factures acquittées	Inférieur ou égal à 19 999 €
En 2 fois, pour les subventions dont le montant global est 70 % sur présentation d'un justificatif de lancement du projet, 30 % à la remise d'un rapport final et des factures acquittées.	Compris entre 20 000 € et 99 999 €
En 3 fois, pour les subventions dont le montant global est 30 % sur présentation d'un justificatif de lancement du projet, 50 % à mi-parcours sur remise d'un rapport intermédiaire et 20 % à la remise d'un rapport final et des factures acquittées.	Supérieur ou égal à 100 000 €

- d'approuver le modèle type de convention pour toutes les demandes de subvention présentées dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt pour projets innovants personnes âgées/personnes handicapées supérieures ou égales à 23 000 € et pour les projets des structures associatives dont le cumul des aides perçues dépasse le seuil annuel de 23 000 €, tel que joint en annexe ;
- d'autoriser la signature des conventions conformément audit modèle avec les porteurs de projet concernés.

Pour extrait conforme,

Le Président,

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping, sweeping lines that form a stylized, somewhat abstract shape. The signature is positioned above the printed name 'Jean-Pierre Barbier'.

Jean-Pierre Barbier

Ne prennent pas part au vote : Mmes Debost, Martin-Grand, Gérin, Guichard, Blanc-Voutier et M. Charles.

**Annexe : Liste des projets retenus**

Demandeur	Type de Tiers	Intitulé du projet	EPCI	Public cible (en première intention)	Thématique principale	Subv attribuée (en €)
MAISON DE RETRAITE DE CREMIEU – EHPAD JEANNE DE CHANTAL	Etablissement public local social et médico-social	Mise en place d'une solution innovante de prévention de l'errance nocturne des résidents souffrant de la maladie d'Alzheimer	CC Les Balcons du Dauphiné	Personnes âgées	Santé et prévention (accès aux soins, nutrition, sommeil, prévention des chutes, activité physique...)	33 387
MAISON DE RETRAITE DE CREMIEU – EHPAD JEANNE DE CHANTAL	Etablissement public local social et médico-social	Mise en place d'un antifugue innovant dans un EHPAD	CC Les Balcons du Dauphiné	Personnes âgées	Autre	58 974
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE	CCAS	Achat d'un véhicule adapté pour transporter les personnes en perte d'autonomie et/ou en situation de handicap.	CC de Bièvre Est	Personnes âgées	Citoyenneté, accès aux droits, lien social, isolement	9 987
FONDATION PARTAGE ET VIE EHPAD LA RAMÉE	Etablissement d'hébergement	Aménagement du minibus	CC Le Grésivaudan	Personnes âgées	Mobilité	2 742
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE EHPAD ANDRÉ LÉO	CCAS	Un café au sein de l'EHPAD André Léo, cœur du lien intergénérationnel	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes âgées	Citoyenneté, accès aux droits, lien social, isolement	54 480
ASSOCIATION JOUD-RECOLLETS	Association	Création d'un jardin d'activité à côté de la Résidence autonomie Bellevue	CC Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté	Personnes âgées	Santé et prévention (accès aux soins, nutrition, sommeil, prévention des chutes, activité physique...)	5 896
A VELO SANS AGE - ANTENNE DE FROGES	Association	Un triporteur pour nos aînés	CC Le Grésivaudan	Personnes âgées	Citoyenneté, accès aux droits, lien social, isolement	6 832
MUTUALITE FRANCAISE ISERE SERVICES SOINS ET ACCOMPAGNEMENT MUTUALISTE EHPAD LES ORCHIDEES	Etablissement d'hébergement	Améliorer l'éclairage des unités protégées	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes âgées	Bâtiment, habitat	3 916
MUTUALITE FRANCAISE ISERE SERVICES SOINS ET	Etablissement d'hébergement	La santé connectée plébiscitée pour le maintien à domicile des séniors	CC Lyon Saint-Exupéry-en-Dauphiné	Personnes âgées	Santé et prévention (accès aux soins, nutrition, sommeil,	4 999

Demandeur	Type de Tiers	Intitulé du projet	EPCI	Public cible (en première intention)	Thématique principale	Subv attribuée (en €)
ACCOMPAGNEMENT MUTUALISTE EHPAD DE L'ARCHE					prévention des chutes, activité physique...)	
LA REVOLA, PETITE UNITE DE VIE (PUV) POUR PERSONNES AGÉES	Association	Accompagnement émotionnel des résidents et de l'équipe accompagnante de la Revola	CC du Massif du Vercors	Personnes âgées	Bien-être	3 226
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE EHPAD LA TOURMALINE	Etablissement d'hébergement	La chaise d'aide au levage	CA du Pays Voironnais	Personnes âgées	Qualité de vie au travail	3 082
ASSOCIATION DOMICILE INTER GENERATIONS ISEROIS	Association	Un job en partage	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes âgées	Autre	46 704
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE	CCAS	Installation de trois agrès seniors au sein du parc de l'ensemble immobilier PLIM à Meylan	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes âgées	Santé et prévention (accès aux soins, nutrition, sommeil, prévention des chutes, activité physique...)	10 000
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE RA LA ROSERAIE	Etablissement d'hébergement	Service d'accompagnement aux courses et sorties loisirs	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes âgées	Bien-être	30 000
ASS REGIONALE INSERTION ET AUTONOMIE 38	Association	Développer une offre de service et d'hébergement pour personnes sourdes	CC Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté	Personnes en situation de handicap	Citoyenneté, accès aux droits, lien social, isolement	7 961
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE EHPAD et RA LES VOLUBILIS	CCAS	Bien être des résidents de l'établissement par la lumière	CC Les Vals-du-Dauphiné	Personnes âgées	Bien-être	3 317
EHPAD DE LA TOUR DU PIN	Etablissement d'hébergement	Hébergement temporaire pour personnes âgées, atteintes de troubles neuro-cognitifs légers à majeurs.	CC Les Vals-du-Dauphiné	Personnes âgées	Coordination, parcours	37 225
FONDATION PARTAGE ET VIE EHPAD ARC EN CIEL	Association	Salle sensorielle nouvelle génération	CA du Pays Voironnais	Personnes âgées	Bien-être	8 282
DESSINE-MOI UNE MAISON	Association	Dessine-moi une maison - Habitat partagé et inclusif	CC d'Entre-Bièvre-et-Rhône	Personnes en situation de handicap	Bâtiment, habitat	500 000
ENSEMBLE DES EHPAD DE LA FONDATION PARTAGE ET VIE	Association	Création d'une plateforme RH innovante	CC Bièvre Isère	Personnes âgées	Qualité de vie au travail	8 173

Demandeur	Type de Tiers	Intitulé du projet	EPCI	Public cible (en première intention)	Thématique principale	Subv attribuée (en €)
FONDATION PARTAGE ET VIE EHPAD ARC EN CIEL	Association	Création d'une salle de bain thérapeutique nouvelle génération	CA du Pays Voironnais	Personnes âgées	Bien-être	10 320
FONDATION PARTAGE ET VIE EHPAD LA CARAVELLE	Association	Création d'une salle de bain thérapeutique	CC Bièvre Isère	Personnes âgées	Bien-être	10 320
FONDATION PARTAGE ET VIE EHPAD LA CARAVELLE	Association	Création d'une salle immersive	CC Bièvre Isère	Personnes âgées	Santé et prévention (accès aux soins, nutrition, sommeil, prévention des chutes, activité physique...)	19 200
VERCORS, TERRE DE REPIT	Association	Pérenniser et développer des séjours innovant pour des personnes handicapées avec leurs proches aidants	CC du Massif du Vercors	Personnes en situation de handicap	Bien-être	4 650
ARBRES DE VIE - ETABLISSEMENTS POUR PERSONNES AGEES EPHAD L'ABBAYE	Etablissement d'hébergement	Ecomobilité du résident en EHPAD : opportunité pour le bien vieillir en institution	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes âgées	Mobilité	22 881
ASS FAMILLES TRAUMATISES CRANIENS ISERE	Association	Actualisation de nos Maisons Espoir (AVI)	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes en situation de handicap	Citoyenneté, accès aux droits, lien social, isolement	32 240
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE D'EVBENS	CCAS	Organisation d'un réseau bénévoles, durable, à Eybens	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes âgées	Citoyenneté, accès aux droits, lien social, isolement	2 800
ENVOL ISERE AUTISME	Association	L'Equipée : Habitat Inclusif (HI) à Voiron pour 6 jeunes adultes autistes.	CA Porte de l'Isère (C.A.P.I)	Personnes en situation de handicap	Bâtiment, habitat	35 256
TECHNOPOLE ALPES SANTE A DOMICILE ET AUTONOMIE	Association	Co-construction d'un modèle d'accompagnement des petites communes, pour la mise en place d'un réseau de bénévoles aux services aux seniors	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes âgées	Santé et prévention (accès aux soins, nutrition, sommeil, prévention des chutes, activité physique...)	4 940
TECHNOPOLE ALPES SANTE A DOMICILE ET AUTONOMIE	Association	Tutos « Préparer l'avenir sereinement » pour le soutien aux aidants familiaux	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes âgées	Communication, numérique	4 992
ASSOCIATION SAINTE AGNES	Association	Management Horizon 2024 : Un référentiel de valeurs et de	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes en situation de handicap	Qualité de vie au travail	23 168

Demandeur	Type de Tiers	Intitulé du projet	EPCI	Public cible (en première intention)	Thématique principale	Subv attribuée (en €)
		management incarné au quotidien				
ASSOCIATION SAINTE AGNES	Association	Création d'un parc de véhicules écoresponsables	Grenoble-Alpes-Métropole	Personnes en situation de handicap	Mobilité	79 880
ASSO FAMILIALE ISÈRE POUR PERSONNES HANDICAPEES AFIPH FOYERS NORD ISERE	Association	Être Mieux à Saint-Clair-de-la-Tour ("Emiclour") - bulle de bien-être et espace détente	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes en situation de handicap	Bien-être	2 980
ASSO FAMILIALE ISÈRE POUR PERSONNES HANDICAPEES AFIPH FOYER NORD ISERE	Association	"Être Mieux à St Victor" - Bulle de bien-être et espace détente	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes en situation de handicap	Bien-être	4 391
ASSO FAMILIALE ISÈRE POUR PERSONNES HANDICAPEES AFIPH FOYER NORD ISERE	Association	Végétaliser Saint Victor	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes en situation de handicap	Bâtiment, habitat	19 102
GROUPE ACCUEIL ET CONFORT POUR PERSONNES AGEES RA LE VERNON	Etablissement d'hébergement	Etude d'une offre combinant un suivi en intérieur et en extérieur : Actimétrie & GPS	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes âgées	Coordination, parcours	14 452
UNION DEPARTEMENTALE DE L'AIDE, DES SOINS ET DES SERVICES AUX DOMICILES DE L'ISERE	Association	Technicothèque : économie circulaire d'aides techniques et technologiques UNA Isère	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes âgées	Santé et prévention (accès aux soins, nutrition, sommeil, prévention des chutes, activité physique...)	6 000
ACCOMPAGNER A DOMICILE POUR PRESERVER L'AUTONOMIE	Association	Etude de besoin pour une offre transversale SAAD -Télé-Assistance	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes âgées	Santé et prévention (accès aux soins, nutrition, sommeil, prévention des chutes, activité physique...)	33 664
LES FILMS DU PETIT PRINCE	Association	Acquisition de matériel audiovisuel pour le projet « Quand j'étais petit », la réalisation d'une série de portraits d'aînés à partir d'interviews menés par des enfants du village	CA du Pays Voironnais	Personnes âgées	Citoyenneté, accès aux droits, lien social, isolement	4 989

Demandeur	Type de Tiers	Intitulé du projet	EPCI	Public cible (en première intention)	Thématique principale	Subv attribuée (en €)
ACCOMPAGNER HANDICAP PSYCHIQUE EN ISERE	Association	Renforcer l'identité et l'attractivité de l'association ALHPI : réalisation audiovisuelle et intégration de clips vidéo pour plus de visibilité	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes en situation de handicap	Communication, numérique	9 775
SOC DAUPHINOISE POUR L'HABITAT	Entreprise	Voiron ZAC Rossignol - Construction d'une résidence Sociale Seniors et Inclusive (Séniors et adultes en situation de handicap)	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes âgées	Bâtiment, habitat	500 000
EHPAD LA MAISON CENTRE HOSPITALIER FABRICE MARCHIOL - LA MURE	Etablissement public local social et médico-social	L'accès au numérique et son développement	CC de la Matheysine	Personnes âgées	Communication, numérique	4 947
EHPAD DE LA BARRE	Etablissement public local social et médico-social	"Ehpad de la Barre", en route vers le numérique"	CC Bièvre Isère	Personnes âgées	Communication, numérique	5 000
SAS LE GRAND BLEU	Entreprise	Une meilleure accessibilité et une amélioration du quotidien : installation d'un ascenseur et volants roulants solaires	CC de la Matheysine	Personnes âgées	Autre	14 085
GROUPE ACCUEIL ET CONFORT POUR PERSONNES AGEES EHPAD LA MAISON DES ANCIENS	Association	Voyage virtuel et rééducation	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes âgées	Mobilité	7 445
EHPAD LA MAISON CENTRE HOSPITALIER FABRICE MARCHIOL - LA MURE	Etablissement public local social et médico-social	Parcours santé	CC de la Matheysine	Personnes âgées	Santé et prévention (accès aux soins, nutrition, sommeil, prévention des chutes, activité physique...)	3 929

Demandeur	Type de Tiers	Intitulé du projet	EPCI	Public cible (en première intention)	Thématique principale	Subv attribuée (en €)
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE	CCAS	Service de transport accompagné pour personnes autonomes et personnes à mobilité réduite	CC Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté	Personnes âgées	Mobilité	20 676
SERVICE D'AIDE ET D'ACCOMPAGNEMENT A DOMICILE DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE	CCAS	Acquisition de voitures électriques en vue de développer la mobilité douce et la qualité de vie au travail des aides à domicile	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes âgées	Mobilité	8 110
CCAS ECHIROLLES	CCAS	Le développement de l'animation pour les personnes âgées de la commune en agissant sur leur mobilité	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes âgées	Citoyenneté, accès aux droits, lien social, isolement	17 382
RA PIERRE SEMARD CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE	CCAS	Installation d'un logiciel de gestion administrative et comptable de la résidence autonomie et mise en place d'un point informatique pour les résidents	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes âgées	Communication, numérique	6 750
UNIVERSITE INTER AGES DU DAUPHINE	Association	Univehpad. Accès à la Culture et à la formation tout au long de la vie pour les résidents en EHPAD	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes âgées	Culture	5 933
ENSEMBLE DES EHPAD ARBRES DE VIE - ETABLISSEMENTS POUR PERSONNES AGEES	Association	Diagnostics pour amélioration fonctionnelle et thermique des EHPADS - Arbres de Vie	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes âgées	Bâtiment, habitat	25 344
EHPAD INTERCOMMUNAL DE MENS	Etablissement d'hébergement	En route pour la transition écologique !	CC du Trièves	Personnes âgées	Qualité de vie au travail	10 148
SAIEM GRENOBLE HABITAT	Entreprise	Habitat Inclusif Meylan PLM	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes âgées	Bâtiment, habitat	154 831
COURS D'ACTIVITE PHYSIQUE ADAPTEE POUR BIEN HARMONISER SES LOISIRS, SES	Association	Neurotracker	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes âgées	Santé et prévention (accès aux soins, nutrition, sommeil, prévention des chutes, activité physique...)	2 573



Demandeur	Type de Tiers	Intitulé du projet	EPCI	Public cible (en première intention)	Thématique principale	Subv attribuée (en €)
ENVIES ET SA SANTE A DOMICILE (CAPABLESADOM)						
COURS D'ACTIVITÉS PHYSIQUES ADAPTÉES POUR BIEN HARMONISER SES LOISIRS, SES ENVIES ET SA SANTÉ	Association	Activité Physique Adaptée en Pays Voironnais	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes âgées	Santé et prévention (accès aux soins, nutrition, sommeil, prévention des chutes, activité physique...)	2 000
LES SENTIERS DU POSSIBLE	Association	Achat d'un chariot 3 roues biplace de type escargoline	CC du Trièves	Personnes âgées	Bien-être	4 772
ASSO FAMILIALE ISÈRE POUR PERSONNES HANDICAPEES AFIPH	Association	Transformer tous les documents papier de la loi de 2002 en version vidéo	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes en situation de handicap	Communication, numérique	4 010
ASSO FAMILIALE ISÈRE POUR PERSONNES HANDICAPEES AFIPH	Association	Bornes de recharge pour véhicules électriques	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes en situation de handicap	Mobilité	32 436
ASSO FAMILIALE ISÈRE POUR PERSONNES HANDICAPEES AFIPH Foyer GRAND OUEST	Association	« Promenons-nous en-SENS-ble » - jardin ludique et sensoriel	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes en situation de handicap	Bien-être	3 500
ASSO FAMILIALE ISÈRE POUR PERSONNES HANDICAPEES AFIPH	Association	Bien à mon poste bien dans mon job	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes en situation de handicap	Qualité de vie au travail	17 200
ASSO FAMILIALE ISÈRE POUR PERSONNES HANDICAPEES AFIPH	Association	Bien dans son corps, bien au travail	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes en situation de handicap	Qualité de vie au travail	17 440
ASSOCIATION SAINTE AGNES	Association	Equiper les professionnels des foyers et des SAJ de matériel informatique nomade leur permettant plus d'agilité dans l'utilisation des outils numériques déployés	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes en situation de handicap	Communication, numérique	4 800
ASSOCIATION SAINTE AGNES	Association	Continuer la transformation numérique de l'association en déployant un outil de gestion des	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes en situation de handicap	Communication, numérique	5 000

Demandeur	Type de Tiers	Intitulé du projet	EPCI	Public cible (en première intention)	Thématique principale	Subv attribuée (en €)
		plannings des professionnels annualisés				
ASSISTANCES ET SERVICES A DOMICILE POUR TOUS	Entreprise	Appel à manifestation d'intérêt (AMI) Projets innovants pour les personnes âgées et les personnes en situation de handicap en Isère	CC Le Grésivaudan	Personnes âgées	Communication, numérique	4 895
EHPAD BELLEFONTAINE	Etablissement d'hébergement	Développement d'activité physique extérieure à destination des personnes âgées	CC d'Entre-Bièvre-et-Rhône	Personnes âgées	Santé et prévention (accès aux soins, nutrition, sommeil, prévention des chutes, activité physique...)	8 243
ASSOCIATION SAINTE AGNES	Etablissement d'hébergement	Améliorer la qualité de vie au travail des professionnels du FDV & EAM du Planeau grâce à la création d'espaces dédiés	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes en situation de handicap	Bâtiment, habitat	112 464
VAGABOND'AGES	Association	Habitat inclusif Vagabond'âges : préparer et structurer la venue des habitants à N-1	CC du Trièves	Personnes âgées	Citoyenneté, accès aux droits, lien social, isolement	1 466
HABITAT ET HUMANISME SOIN EHPAD NOTRE DAME DE L'ISLE	Etablissement d'hébergement	Du bien-être pour les résidents	CA Vienne Condrieu	Personnes âgées	Bien-être	4 785
ASSOCIATION SAINTE AGNES FOYER DE VIE DU PLANNEAU	Association	Un verger avec parcours santé et sensoriel pour les résidents du foyer d'hébergement : un nouvel enjeu éducatif et de qualité de vie des personnes	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes en situation de handicap	Bâtiment, habitat	18 754
SI POUR LA CONSTRUCTION ET LA GESTION D'UNE MAISON CANTONALE POUR LES PERSONNES AGEES DE MEYLAN	Etablissement d'hébergement	Pédaler tous ensemble	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes âgées	Bien-être	5 000
COMMUNE DE SAINT BLAISE DU BUIS	Commune	Habitat inclusif de Saint-Blaise-du-Buis	CA du Pays Voironnais	Personnes âgées	Bâtiment, habitat	500 000
UN TOIT POUR TOUS- DEVELOPPEMENT	Entreprise	La Maison du Bercaill - Un habitat accompagné, partagé et inséré	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes en situation de handicap	Bâtiment, habitat	244 119

Demandeur	Type de Tiers	Intitulé du projet	EPCI	Public cible (en première intention)	Thématique principale	Subv attribuée (en €)
AMIS DE VAULSERRE & DU TRIEVES	Association	dans son territoire pour adultes en situation d'handicap mental dépendant. Extension en ossature bois toiture terrasse végétalisée pour favoriser le bien-être de nos adhérents en situation de handicap moteur et/ou intellectuel lors de leurs séjours de vacances adaptées.	CC du Trièves	Personnes en situation de handicap	Bien-être	90 121
APF FRANCE HANDICAP FOYERS AGORA	Association	L'innovation au service de l'autonomie, de la qualité de vie et du bien-être des personnes en situation de handicap en EAM / EAMM	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes en situation de handicap	Autre	58 017
VITALLIANCE	Entreprise	Favoriser la mobilité des intervenants à domicile auprès des personnes âgées et en situation de handicap avec des solutions pérennes et écologiques	Territoire de l'Isère	Personnes âgées	Mobilité	74 395
FONDATION PARTAGE ET VIE EHPAD DES OMBRAGES	Etablissement d'hébergement	De la mobilité aux Ombrages, oui mais douce !	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes âgées	Mobilité	24 560
EHPAD HOSTACHY	Etablissement d'hébergement	Environnement : articuler la fin du monde avec la fin du mois	CC de la Matheysine	Personnes âgées	Mobilité	4 920
ALPES ISERE HABITAT OFFICE PUBLIQUE DE L'HABITAT RA LA CERISAIE	Etablissement public à caractère industriel ou commercial	Réhabilitation de la résidence autonomie pour personnes âgées "La Cerisaie" à Fontaine	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes âgées	Bâtiment, habitat	500 000
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE EHPAD CHAMP FLEURI	CCAS	Mise en sécurité des lieux et amélioration du cadre de vie-bien-être	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes âgées	Bâtiment, habitat	3 999

Demandeur	Type de Tiers	Intitulé du projet	EPCI	Public cible (en première intention)	Thématique principale	Subv attribuée (en €)
ASS AIDE DES PERSONNES AGEES	Association	Digitaliser : une stratégie gagnante	CA Porte de l'Isère (C.A.P.I)	Personnes âgées	Communication, numérique	4 920
ASS AIDE DES PERSONNES AGEES	Association	Acquisition d'un véhicule hybride pour faciliter la mobilité	CA Porte de l'Isère (C.A.P.I)	Personnes âgées	Mobilité	8 609
ASS AIDE DES PERSONNES AGEES	Association	Espaces détente et partage	CA Porte de l'Isère (C.A.P.I)	Personnes âgées	Qualité de vie au travail	2 988
ASS AIDE DES PERSONNES AGEES	Association	Projet Mobilité intervenant(e)s SAAD	CA Porte de l'Isère (C.A.P.I)	Personnes âgées	Mobilité	4 795
ACCOMPAGNER HANDICAP PSYCHIQUE EN ISERE ALHPI	Association	Promotion d'une mobilité douce pour une réponse adaptée aux enjeux environnementaux et de QVT	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes en situation de handicap	Autre	7 500
ENSEMBLE DES EHPAD MUTUALITE FRANCAISE ISERE SERVICES SOINS ET ACCOMPAGNEMENT MUTUALISTE	Entreprise	ESMS numérique	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes âgées	Communication, numérique	74 072
EHPAD PUBLIC CENTRE HOSPITALIER DE TULLINS SITE PERRET	Etablissement public local social et médico-social	Family Mouv'	CA du Pays Voironnais	Personnes âgées	Santé et prévention (accès aux soins, nutrition, sommeil, prévention des chutes, activité physique...)	4 279
PETITE UNITE DE VIE FOYER ROSE ACHARD – LA PROVIDENCE	Association	Une Petite Unité de Vie innovante avec une dimension à la fois inclusive et intergénérationnelle	CC Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté	Personnes âgées	Citoyenneté, accès aux droits, lien social, isolement	500 000
ETABLISSEMENT SOCIAL DE TRAVAIL ET D'HEBERGEMENT DE L'ISERE	Etablissement public local social et médico-social	Appel à manifestation d'intérêt (AMI) pour projets innovants pour les personnes âgées et handicapées en situation de handicap	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes en situation de handicap	Bien-être	7 153
EHPAD ABEL MAURICE	Etablissement public local social et médico-social	Création d'un espace pétanque tiers-lieu	CC de l'Oisans	Personnes âgées	Santé et prévention (accès aux soins, nutrition, sommeil, prévention des chutes, activité physique...)	25 412

Demandeur	Type de Tiers	Intitulé du projet	EPCI	Public cible (en première intention)	Thématique principale	Subv attribuée (en €)
EHPAD LES ECRINS DE VIZILLE	Etablissement d'hébergement	Création d'un parcours d'activités Santé Séniors tiers-lieu	Grenoble-Alpes Métropole	Personnes âgées	Santé et prévention (accès aux soins, nutrition, sommeil, prévention des chutes, activité physique...)	6 691
EHPAD DU CENTRE HOSPITALIER DE LA TOUR DU PIN	Etablissement d'hébergement	Installation de dalles LED décorées : objectif calme/relaxation/sophrologie	CC Les Vals-du-Dauphiné	Personnes âgées	Bien-être	3 400
ASSOCIATION FAMILIALE DE L'ISERE POUR PERSONNES HANDICAPEES FAM BERNARD QUETIN	Association	Acquisition d'une tovertafel pour les résidents.	CC Les Vals-du-Dauphiné	Personnes en situation de handicap	Bien-être	6 978
MUTUALITE FRANCAISE ISERE SERVICES SOINS ET ACCOMPAGNEMENT MUTUALISTE EHPAD LA FOLATIERE	Association	La vie sociale en musique	CA Porte de l'Isère (C.A.P.I)	Personnes âgées	Bien-être	5 000
PEP'S TRIEVES	Association	Technicothèque Trièves	CC du Trièves	Personnes âgées	Santé et prévention (accès aux soins, nutrition, sommeil, prévention des chutes, activité physique...)	4 566
ASS ADMR PUV LA RICANDELLE	Etablissement d'hébergement	Sécurité des résidents et conditions de travail	CC Bièvre Isère	Personnes âgées	Santé et prévention (accès aux soins, nutrition, sommeil, prévention des chutes, activité physique...)	14 377
VIVA DIMI	Association	Hameau Handicap "La Vie du bon côté"	CC d'Entre Bièvre et Rhône	Personnes en situation de handicap	Bâtiment, habitat	498 000
ADOMNI	Entreprise	Application Aide aux Assistantes de Vie	CA Porte de l'Isère (C.A.P.I)	Personnes âgées	Qualité de vie au travail	41 238
AUX'ILIFE 38	Entreprise	Projet Back'Life ; Amélioration des conditions de travail par apport d'un nouveau dispositif d'assistance physique de type Exosquelette.	CA Porte de l'Isère (C.A.P.I)	Personnes âgées	Santé et prévention (accès aux soins, nutrition, sommeil, prévention des chutes, activité physique...)	80 000

Demandeur	Type de Tiers	Intitulé du projet	EPCI	Public cible (en première intention)	Thématique principale	Subv attribuée (en €)
ASS ADMR PUV LA RICANDELLE	Etablissement d'hébergement	Espace interactif et cinéma	CC Bièvre Isère	Personnes âgées	Communication, numérique	4 889
FONDATION PARTAGE ET VIE EHPAD ARC EN CIEL	Association	Projet Carpe Diem : création d'un projet de salon socio-esthétique	CA du Pays Voironnais	Personnes âgées	Bien-être	5 100
FONDATION PARTAGE ET VIE EHPAD BON RENCONTRE	Association	Création d'un espace bien-être pour prendre soin de soi	CC Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté	Personnes âgées	Bien-être	5 100
FONDATION PARTAGE ET VIE EHPAD ARC EN CIEL	Association	Projet Carpe Diem : création d'un projet de salon socio-esthétique	CA du Pays Voironnais	Personnes âgées	Bien-être	5 100
EHPAD RENE MARION DE ROYBON	Etablissement public local social et médico-social	Volet innovant de la reconstruction de l'EHPAD	CC Bièvre Isère	Personnes âgées	Bâtiment, habitat	500 000

**CONVENTION RELATIVE AU VERSEMENT D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT**  
**POUR PROJET INNOVANT PA/PH**  
**PAR LE DEPARTEMENT DE L'ISERE, AUPRES DE XXXX**

**Entre**

Le Département de l'Isère, domicilié Hôtel du Département, 7 rue Fantin Latour, CS 41096, 38022 Grenoble cedex 1, représenté par Monsieur Jean-Pierre Barbier, Président du Département, dûment habilité par la commission permanente en date du 24 février 2023

Ci-après dénommé « le Département »,

d'une part,

**Et**

[Nom du porteur de projet] domicilié [adresse], statut juridique, n° SIRET, représenté par Monsieur/Madame .....(fonction), dûment mandaté(e),

Ci-après dénommé « le porteur de projet »,

d'autre part,

Vu la délibération de la commission permanente du Département de l'Isère en date du 17 mars 2022 portant sur le lancement de l'AMI Innovation 2022,

**IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet le versement d'une subvention d'investissement pour participer au financement du projet d'innovation déposé par le porteur de projet.

Le projet s'intitule « titre du projet ».

Le budget global du projet est de xxx € net ou hors taxes.

**ARTICLE 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION**

Le montant global des sommes attendues du Département de l'Isère pour la réalisation du projet cité à l'article 1 est de xxx, soit xx % du montant de la dépense subventionnable, plafonné à 500 000 € conformément au cahier des charges de l'AMI Innovation.

Le montant final de la subvention sera déterminé au vu du montant de la dépense subventionnable effectivement réalisée, plafonné au montant mentionné ci-dessus.

### **ARTICLE 3 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

Le versement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- **Pour les subventions d'un montant inférieur ou égal à 19 999 €**
  - En un seul versement sur présentation de l'intégralité des factures acquittées.
- **Pour les subventions d'un montant compris entre 20 000 € et 99 999 €**
  - Par un premier acompte correspondant à 70 % du montant accordé, soit [montant], sur présentation d'un justificatif de lancement du projet faisant valoir son démarrage et la validation de son financement intégral.
  - Par un second acompte correspondant au solde de 30 % du montant accordé, soit [montant], sur présentation d'un rapport final et des factures acquittées.
- **Pour les subventions d'un montant égal ou supérieur à 100 000 €**
  - Par un premier acompte correspondant à 30 % du montant accordé, soit [montant], sur présentation d'un justificatif de lancement du projet faisant valoir son démarrage et la validation de son financement intégral.
  - Par un second acompte correspondant à 50 % du montant accordé, soit [montant], sur présentation d'un bilan intermédiaire du projet à mi-parcours.
  - Par un troisième acompte correspondant au solde de 20 % du montant accordé, soit [montant], sur présentation d'un bilan technique et financier (avec les factures acquittées) du projet, ainsi que l'évaluation qui en a été faite.

Les versements sont toujours conditionnés par l'inscription au budget départemental des crédits suffisants.

### **ARTICLE 4 : REPRISE AU COMPTE DE RESULTAT DE LA SUBVENTION**

Le porteur de projet s'engage à comptabiliser les dépenses et les recettes occasionnées par la mise en œuvre du projet innovant.

### **ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION ET DELAI DE VALIDITE**

Le délai de validité de la subvention d'investissement est fixé à deux ans à compter de sa notification. Il sera procédé à une prorogation automatique d'un an si un début d'exécution a été engagé dans le délai initial de deux ans après production d'un justificatif.

### **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DU PORTEUR DE PROJET**

#### **a) Obligations générales**

Le porteur de projet s'engage à :

- Mener à bien l'activité innovante engagée à la suite des investissements sur une durée minimale de cinq ans.
- Utiliser les sommes versées dans la limite de son objet statutaire.
- Ne pas reverser la subvention à un autre organisme.



- Reverser au Département tout ou partie de la subvention en cas de rupture anticipée de la convention, en cas de manquement à ses obligations ou en cas de cessation de l'activité innovante engagée à la suite des investissements.
- Tenir une comptabilité conforme aux règles définies pour le plan comptable dans son champ d'activité et respecter la législation fiscale et sociale propre à son activité.
- Communiquer à la demande du Département tout document comptable ou de gestion afférent à la période couverte par la convention, aux fins de vérification : le Département a la faculté à tout moment de procéder sur pièce ou sur place, à des contrôles par l'intermédiaire de l'un de ses agents, dûment habilité à cet effet, qui pourra se faire présenter tous documents utiles pour mener à bien sa mission sans que le porteur de projet puisse s'y opposer.
- Informer par écrit le Département de toute modification intervenue dans ses statuts.

#### **b) Obligations particulières**

Le porteur de projet s'engage à :

- Associer le Département tout au long de la réalisation des actions.
- Mettre en œuvre le projet innovation en respectant le calendrier et en mettant en œuvre l'ensemble des moyens pour sa bonne réalisation.
- Mentionner sur tous les supports de communication, la mention du soutien du Département de l'Isère avec le logo :



- Fournir au Département, au minimum, un article décrivant l'action mise en œuvre ainsi que des supports d'illustration (photos, témoignages, vidéos...).
- Assurer une évaluation tant qualitative que quantitative des actions menées.

#### **ARTICLE 7 : DEMARRAGE DU PROJET**

Dans l'hypothèse où le projet susvisé à l'article 1 ne connaîtrait pas un début d'exécution dans les 12 mois à compter de la date de la notification de la décision de la commission permanente du Département, la subvention accordée est automatiquement annulée sauf dérogation du Département.

#### **ARTICLE 8 : AVENANTS**

La présente convention pourra être complétée ou modifiée par voie d'avenant, d'un commun accord entre les parties.

#### **ARTICLE 9 : REMBOURSEMENT DES VERSEMENTS NON JUSTIFIES**

Dans l'hypothèse où le montant des acomptes versés serait supérieur au montant final de la subvention départementale calculée selon le cahier des charges de l'AMI Innovation, un remboursement sera demandé au bénéficiaire (à hauteur du montant trop versé).

#### **ARTICLE 10 : RESILIATION**

La convention peut à tout moment être dénoncée par l'une ou l'autre des deux parties par lettre recommandée avec accusé de réception et un préavis de 2 mois.

En cas de non-respect par le porteur de projet, de ses engagements contractuels, notamment concernant la fourniture des pièces justifiant la réalisation du projet innovant, ainsi qu'en cas de faute grave de sa part, le Département pourra résilier de plein droit, sans préavis ni indemnité, la présente convention, à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La convention pourra également être résiliée de plein droit, sans préavis ni indemnité, en cas de faillite, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire du porteur de projet.

### **ARTICLE 11 : SANCTIONS**

En cas de non-réalisation de l'action totale ou partielle, le Département se réserve le droit de demander le remboursement de la totalité ou d'une partie du financement. Dans cette hypothèse, le remboursement devra être effectué par le porteur de projet dans un délai maximum de 6 mois.

Avant toute suspension ou diminution, les deux parties entreront en pourparlers concernant la suite de l'exécution de la convention. Ces négociations pourront certes se traduire par la suspension ou la diminution de la participation du Département, mais aussi par un délai laissé au porteur de projet pour se conformer aux dispositions contractuelles. Quelle que soit l'issue des pourparlers, la décision du Département sera notifiée au cocontractant par voie de lettre recommandée avec accusé de réception.

### **ARTICLE 12 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litige résultant de l'exécution du présent contrat, les parties décident de rechercher un règlement amiable préalablement à tout recours contentieux, lequel relèverait de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble.

Fait en deux exemplaires originaux à Grenoble, le

Pour [Nom du porteur de projet]  
[Fonctions]

Pour le Département de l'Isère  
Le Président

[Nom du représentant légal]

Jean-Pierre Barbier



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 24 février 2023

**DOSSIER N° 2023 CP02 A 05 7**

**Objet :** Contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM) pour le secteur personnes âgées et le secteur du handicap

**Politique :** Personnes âgées

**Programme :** Hébergement personnes âgées/personnes handicapées  
Opération : Etablissements personnes âgées/personnes handicapées

**Service instructeur : DAU/EAH**

Sans incidence financière

Répartition de subvention

Imputations ..... ..

Montant budgété ..... ..

Montant déjà réparti ..... ..

Montant de la présente répartition ..... ..

Solde à répartir ..... ..

Programmation de travaux

Imputations ..... ..

Montant budgété ..... ..

Montant déjà réparti ..... ..

Montant de la présente répartition ..... ..

Solde à répartir ..... ..

**Conventions, contrats, marchés**

Imputations multiples ..... ..

Autres (à préciser)

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 24 février 2023

**DOSSIER N° 2023 CP02 A 05 7**

Numéro provisoire : 4772 - Code matière : 8.2

Finances - individualiser les crédits votés par l'assemblée départementale : octroyer ou retirer des subventions, participations, prêts et secours, bourses et allocations diverses, décider du versement de cotisations et d'indemnités diverses, hors celles versées aux conseillers départementaux ; affecter les opérations de travaux ; Délégation de la commission permanente (*références délégation - articles*) :

Acte réglementaire ou à publier : Oui

Dépôt en Préfecture le : 27-02-2023

Exécutoire le : 27-02-2023

Publication le : 27-02-2023

## DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE

La commission permanente,

Vu le rapport du Président N°2023 CP02 A 05 7,

Vu l'avis de la Commission Action sociale, solidarités,

### DECIDE

- d'autoriser la signature des CPOM avec les établissements d'accueil pour personnes âgées suivants, conformément au modèle approuvé par délibération de la commission permanente du 27 janvier 2023 :

- EHPAD Eden et Le Grand Cèdre à La Côte-Saint-André
- EHPAD Notre-Dame-de-L'Isle à Vienne
- EHPAD Saint-Germain à La Tronche
- EHPAD Val Marie à Vourey
- EHPAD de l'Hôpital local à La-Tour-du-Pin
- EHPAD Le Thomassin au Pont-de-Beauvoisin
- EHPAD Delphine Neyret et Jean Moulin à Bourgoin-Jallieu
- EHPAD Belle Vallée à Frogès
- EHPAD Clos Besson à Vif
- EHPAD André Léo à Grenoble
- EHPAD Saint-Bruno à Grenoble
- EHPAD Lucie Pellat à Montbonnot-Saint-Martin


- d'autoriser la signature d'un avenant de prolongation d'un an au CPOM conclu avec l'EHPAD René Marion à Roybon conformément au modèle approuvé lors de la commission permanente du 27 janvier 2023 ;

- d'autoriser la signature d'un avenant au CPOM conclu avec la Fondation Partage et Vie pour l'EHPAD La Caravelle à Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs conformément au modèle approuvé lors de la commission permanente du 27 janvier 2023 ;

- d'autoriser la signature d'un CPOM pour le secteur du handicap avec l'Association de Recherche et d'Insertion Sociale des Trisomiques (ARIST) conformément au modèle-type approuvé par délibération de la commission permanente du 28 janvier 2022.

Pour extrait conforme,

Le Président,



Jean-Pierre Barbier

REPUBLIQUE FRANÇAISE



**Arrêté n° 2023-150**  
Direction de l'autonomie  
Service Soutien à domicile des personnes âgées et handicapées

**Arrêté relatif au changement d'adresse  
d'un service d'aide et d'accompagnement à domicile autorisé par le Département**

**Le Président du Conseil départemental**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** le Code de l'action sociale et des familles, notamment le titre 1<sup>er</sup> du livre III de la partie réglementaire ;

**Vu** le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, les articles L313-1 à L313-9 relatifs aux autorisations, les articles R313-1 à R313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles D313-11 à D313-14 relatifs aux contrôles et conformité des établissements et services ;

**Vu** la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

**Vu** le décret n°2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile ;

**Vu** le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale en faveur des personnes âgées adopté le 15 décembre 2016 ;

**Vu** l'agrément délivré par la Direccte le 18 février 2015 ;

**Vu** le changement de locaux réalisé par la société Assistance et Services à Domicile pour Tous (ASDT), en date du 01 février 2023 ;

**Sur proposition** de la Directrice générale des services

**Arrête :**

**Article 1 :**

L'adresse du service ASDT a été modifiée et fixée au 666 rue Aristide Bergès, 38330 Montbonnot.

**Article 2 :**

L'autorisation visée à l'article L313-1 du code de l'action sociale et des familles est accordée à la société ASDT, pour intervenir en mode prestataire auprès des personnes âgées et personnes en situation de handicap pour l'activité suivante soumise à autorisation :

- assistance dans les actes quotidiens de la vie aux personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou personnes atteintes de pathologies chroniques incluant garde malade à l'exclusion du soin ;
- accompagnement et aide à la mobilité hors domicile des PA-PH ou des personnes atteintes de pathologies chroniques ;
- prestation de conduite du véhicule personnel des PA/PH ou des personnes atteintes de pathologies chroniques.

Accusé de réception en préfecture  
038-223800012-20230124-2023-150-AR  
Date de télétransmission : 24/01/2023  
Date de réception préfecture : 24/01/2023

**Article 3 :**

Le service ASDT pourra intervenir sur les communes suivantes : Bernin, Biviers, Crolles, Domène, Frogès, Gières, La Combe-de-Lancey, La Pierre, La Terrasse, La Tronche, Laval, Le Champ-près-Frogès, Le Versoud, Lumbin, Meylan, Montbonnot-Saint-Martin, Sainte-Agnès, Saint-Martin-d'Hères, Saint-Mury-Monteymond, Saint-Nazaire-les-Eymes, Tencin, Venon, Villard-Bonnot qui constituent sa zone d'intervention.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions de la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement, l'autorisation est délivrée pour une durée de 15 ans depuis la date du dernier agrément, soit jusqu'au 18 février 2030.

La demande de renouvellement de cette autorisation devra être effectuée au plus tard 3 mois avant cette date. Son renouvellement sera subordonné aux conditions définies par l'article L.313-5 du CASF.

**Article 5 :**

Conformément à l'article L. 313-16 du code de l'action sociale et des familles, l'autorisation pourrait être retirée, si le service ne répondait pas aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement définies par le décret n°2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile.

**Article 6 :**

Conformément à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles, tout changement important relatif à l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service autorisé par cet arrêté, devra être porté à la connaissance du Président du Département.

L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord du Président du Département.

**Article 7 :**

Les recours contentieux contre le présent arrêté devront parvenir aux greffes du tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun – 38000 Grenoble) dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il aura été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

**Article 8 :**

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère et notifié au Président de l'organisme gestionnaire, à Monsieur le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé et à Monsieur le Directeur départemental de la Direccte Rhône-Alpes, Unité Territoriale de l'Isère.

Fait à Grenoble, le **24 JAN. 2023**

Pour le Président du Département et par délégation  
Le Directeur général adjoint  
chargé de la famille

  
Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture 038-223800012-20230124-2023-150-AR Date de télétransmission : 24/01/2023 Date de réception préfecture : 24/01/2023
---



**Arrêté n° 2023-170**

Direction de l'autonomie

Service Soutien à domicile des personnes âgées et handicapées

**Arrêté relatif à l'autorisation d'un service d'aide et d'accompagnement à domicile**

**Le Président du Conseil départemental**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** le Code de l'action sociale et des familles, notamment le titre 1<sup>er</sup> du livre III de la partie réglementaire ;

**Vu** le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, les articles L313-1 à L313-9 relatifs aux autorisations, les articles R313-1 à R313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles D313-11 à D313-14 relatifs aux contrôles et conformité des établissements et services ;

**Vu** la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

**Vu** le décret n°2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile ;

**Vu** le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale en faveur des personnes âgées adopté le 15 décembre 2016 ;

**Vu** l'agrément délivré par la Direccte pour une durée de cinq ans à compter du 09 décembre 2013, permettant à la SARL MV-Services-Domavie d'exercer en qualité de prestataire les activités d'aide à la mobilité et au transport de personnes, ainsi que l'assistance aux personnes âgées et/ou aux personnes handicapées ;

**Vu** le contrat pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM) conclu pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2018 au 31 décembre 2022 signé par le Département de l'Isère et la SARL MV-Services-Domavie ;

**Sur** proposition de la Directrice générale des services ;

**Arrête :**

**Article 1 :**

L'autorisation visée à l'article L313-1 du code de l'action sociale et des familles est accordée à la SARL MV-Services-Domavie dont le siège social est situé 93 rue de la Libération, 38300 Bourgoin Jallieu pour intervenir auprès des personnes âgées et personnes en situation de handicap pour l'activité suivante soumise à autorisation :

- assistance dans les actes quotidiens de la vie aux personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou personnes atteintes de pathologies chroniques incluant garde malade à l'exclusion du soin,
- Accompagnement et aide à la mobilité hors domicile des personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou des personnes atteintes de pathologies chroniques,
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou des personnes atteintes de pathologies chroniques.



**Article 2 :**

Le service conserve sa zone d'intervention.

**Article 3 :**

La SARL MV-Services-Domavie est spécifiquement autorisé à intervenir auprès des bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) mentionnée à l'article L232-1 du CASF et de la prestation de compensation du handicap (PCH) mentionnée à l'article L245-1 du même code comme en dispose l'article L313-1-2 du CASF.

**Article 4 :**

La présente autorisation ne vaut pas habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale, mentionnée à l'article L313-6 alinéa 3 du CASF.

**Article 5 :**

Conformément aux dispositions de la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement, l'autorisation est délivrée pour une durée de 15 ans à compter du 09 décembre 2013.

La demande de renouvellement de cette autorisation devra être effectuée au plus tard 3 mois avant cette date. Son renouvellement sera subordonné aux conditions définies par l'article L.313-5 du CASF.

**Article 6 :**

Conformément à l'article L. 313-16 du code de l'action sociale et des familles, l'autorisation pourra être retirée, si le service ne répond pas aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement définies par décret n° 2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile.

**Article 7 :**

Conformément à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles, tout changement important relatif à l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service autorisé par cet arrêté, devra être porté à la connaissance du Président du Département.

L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord du Président du Département.

**Article 8 :**

Les recours contentieux contre le présent arrêté devront parvenir aux greffes du tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun – 38000 Grenoble) dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il aura été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

**Article 9 :**

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère et notifié au Président de l'organisme gestionnaire, à Monsieur le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé et à Monsieur le Directeur départemental de la Direccte Rhône-Alpes, Unité Territoriale de l'Isère.

Fait à Grenoble, le 24 JAN. 2023

Pour le Président du Département et par délégation  
Le Directeur général adjoint  
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :



**Arrêté n° 2023/475**

Direction de l'autonomie

Service Soutien à domicile des personnes âgées et handicapées

**Arrêté relatif à l'autorisation d'un service d'aide et d'accompagnement à domicile**

**Le Président du Conseil départemental**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** le Code de l'action sociale et des familles, notamment le titre 1<sup>er</sup> du livre III de la partie réglementaire ;

**Vu** le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, les articles L313-1 à L313-9 relatifs aux autorisations, les articles R313-1 à R313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles D313-11 à D313-14 relatifs aux contrôles et conformité des établissements et services ;

**Vu** la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

**Vu** le décret n°2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile ;

**Vu** le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale en faveur des personnes âgées adopté le 15 décembre 2016 ;

**Vu** l'autorisation délivrée à la SARL AVENIR GENERATION – SENIOR COMPAGNIE par la DIRECCTE le 1<sup>er</sup> décembre 2014 ;

**Vu** le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) conclu pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2019 au 31 décembre 2022 signé par le Département de l'Isère et la SARL AVENIR GENERATION – SENIOR COMPAGNIE ;

**Sur** proposition de la Directrice générale des services ;

**Arrête :**

**Article 1 :**

L'autorisation visée à l'article L313-1 du code de l'action sociale et des familles est accordée à la SARL AVENIR GENERATION – SENIOR COMPAGNIE dont le siège social est situé 2 rue de Narvik, 38000 Grenoble pour intervenir auprès des personnes âgées et personnes en situation de handicap pour l'activité suivante soumise à autorisation :

- assistance dans les actes quotidiens de la vie aux personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou personnes atteintes de pathologies chroniques incluant garde malade à l'exclusion du soin,
- accompagnement et aide à la mobilité hors domicile des personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou des personnes atteintes de pathologies chroniques,
- prestation de conduite du véhicule personnel des personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou des personnes atteintes de pathologies chroniques.

**Article 2 :**

Le service conserve sa zone d'intervention.

Accusé de réception en préfecture  
038-223800012-20230213-2023-475-AR  
Date de télétransmission : 13/02/2023  
Date de réception préfecture : 13/02/2023

**Article 3 :**

Le service AVENIR GENERATION – SENIOR COMPAGNIE est spécifiquement autorisé à intervenir auprès des bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) mentionnée à l'article L232-1 du CASF et de la prestation de compensation du handicap (PCH) mentionnée à l'article L245-1 du même code comme en dispose l'article L313-1-2 du CASF.

**Article 4 :**

La présente autorisation ne vaut pas habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale, mentionnée à l'article L313-6 alinéa 3 du CASF.

**Article 5 :**

Conformément aux dispositions de la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement, l'autorisation est délivrée pour une durée de 15 ans à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2014.

La demande de renouvellement de cette autorisation devra être effectuée au plus tard 3 mois avant cette date. Son renouvellement sera subordonné aux conditions définies par l'article L.313-5 du CASF.

**Article 6 :**

Conformément à l'article L. 313-16 du Code de l'action sociale et des familles, l'autorisation pourra être retirée, si le service ne répond pas aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement définies par décret n° 2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile.

**Article 7 :**

Conformément à l'article L.313-1 du Code de l'action sociale et des familles, tout changement important relatif à l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service autorisé par cet arrêté, devra être porté à la connaissance du Président du Département.

L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord du Président du Département.

**Article 8 :**

Les recours contentieux contre le présent arrêté devront parvenir aux greffes du tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun – 38000 Grenoble) dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il aura été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

**Article 9 :**

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère et notifié au Président de l'organisme gestionnaire, à Monsieur le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé et à Monsieur le Directeur départemental de la Direccte Rhône-Alpes, Unité Territoriale de l'Isère.

Fait à Grenoble, le 13 FEV. 2023

Pour le Président du Département et par délégation  
Le Directeur général adjoint chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture 038-223800012-20230213-2023-475-AR Date de télétransmission : 13/02/2023 Date de réception préfecture : 13/02/2023
---



**Arrêté n° 2023/481**

Direction de l'autonomie

Service Soutien à domicile des personnes âgées et handicapées

**Arrêté relatif au changement d'adresse  
d'un service d'aide et d'accompagnement à domicile autorisé par le Département**

**Le Président du Conseil départemental**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** le Code de l'action sociale et des familles, notamment le titre 1<sup>er</sup> du livre III de la partie réglementaire ;

**Vu** le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, les articles L313-1 à L313-9 relatifs aux autorisations, les articles R313-1 à R313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles D313-11 à D313-14 relatifs aux contrôles et conformité des établissements et services ;

**Vu** la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

**Vu** le décret n°2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile ;

**Vu** le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale en faveur des personnes âgées adopté le 15 décembre 2016 ;

**Vu** l'agrément délivré par la Direccte le 18 février 2015 ;

**Vu** le changement de locaux réalisé par la société Assistance et Services à Domicile pour Tous (ASDT), en date du 01 février 2023 ;

**Sur** proposition de la Directrice générale des services,

**Arrête :**

**Article 1 :**

Cet arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2023-150 du 24 janvier 2023.

**Article 2 :**

L'adresse du service ASDT a été modifiée et fixée au 667 rue Aristide Bergès, 38330 Montbonnot.

**Article 3 :**

L'autorisation visée à l'article L313-1 du code de l'action sociale et des familles est accordée à la société ASDT, pour intervenir en mode prestataire auprès des personnes âgées et personnes en situation de handicap pour l'activité suivante soumise à autorisation :

- assistance dans les actes quotidiens de la vie aux personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou personnes atteintes de pathologies chroniques incluant garde malade à l'exclusion du soin ;
- accompagnement et aide à la mobilité hors domicile des PA-PH ou des personnes atteintes de pathologies chroniques ;
- prestation de conduite du véhicule personnel des PA/PH ou des personnes atteintes de pathologies chroniques.

Accusé de réception en préfecture  
038-223800012-20230213-2023-481-AR  
Date de télétransmission : 13/02/2023  
Date de réception préfecture : 13/02/2023

**Article 3 :**

Le service ASDT pourra intervenir sur les communes suivantes : Bernin, Biviers, Crolles, Domène, Frogès, Gières, La Combe-de-Lancey, La Pierre, La Terrasse, La Tronche, Laval, Le Champ-près-Frogès, Le Versoud, Lumbin, Meylan, Montbonnot-Saint-Martin, Sainte-Agnès, Saint-Martin-d'Hères, Saint-Mury-Monteymond, Saint-Nazaire-les-Eymes, Tencin, Venon, Villard-Bonnot qui constituent sa zone d'intervention.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions de la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement, l'autorisation est délivrée pour une durée de 15 ans depuis la date du dernier agrément, soit jusqu'au 18 février 2030.

La demande de renouvellement de cette autorisation devra être effectuée au plus tard 3 mois avant cette date. Son renouvellement sera subordonné aux conditions définies par l'article L.313-5 du CASF.

**Article 5 :**

Conformément à l'article L. 313-16 du Code de l'action sociale et des familles, l'autorisation pourrait être retirée, si le service ne répondait pas aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement définies par le décret n°2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile.

**Article 6 :**

Conformément à l'article L.313-1 du Code de l'action sociale et des familles, tout changement important relatif à l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service autorisé par cet arrêté, devra être porté à la connaissance du Président du Département.

L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord du Président du Département.

**Article 7 :**

Les recours contentieux contre le présent arrêté devront parvenir aux greffes du tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun – 38000 Grenoble) dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il aura été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

**Article 8 :**

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère et notifié au Président de l'organisme gestionnaire, à Monsieur le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé et à Monsieur le Directeur départemental de la Direccte Rhône-Alpes, Unité Territoriale de l'Isère.

Fait à Grenoble, le 13 FEV. 2023

Pour le Président du Département et par délégation  
Le Directeur général adjoint chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture 038-223800012-20230213-2023-481-AR Date de télétransmission : 13/02/2023 Date de réception préfecture : 13/02/2023
---



**Arrêté n° 2023/504**

Direction de l'autonomie

Service Soutien à domicile des personnes âgées et handicapées

**Arrêté relatif à l'autorisation d'un service d'aide et d'accompagnement à domicile**

**Le Président du Conseil départemental**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** le Code de l'action sociale et des familles, notamment le titre 1<sup>er</sup> du livre III de la partie réglementaire ;

**Vu** le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, les articles L313-1 à L313-9 relatifs aux autorisations, les articles R313-1 à R313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles D313-11 à D313-14 relatifs aux contrôles et conformité des établissements et services ;

**Vu** la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

**Vu** le décret n°2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile ;

**Vu** le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale en faveur des personnes âgées adopté le 15 décembre 2016 ;

**Vu** la demande formulée le 05 décembre 2022 par Monsieur Hugues de Lambert, Directeur Régional d'Exploitation (Groupe Espace et Vie) ;

**Vu** le dossier déclaré complet le 26 janvier 2023 ;

**Vu** les éléments d'appréciation recueillis au terme de l'instruction de la demande d'autorisation menée par la direction de l'autonomie ;

**Sur** proposition de la Directrice générale des services ;

**Arrête :**

**Article 1 :**

L'autorisation visée à l'article L313-1 du Code de l'action sociale et des familles est accordée à la SARL « G2L BIVIERS » située 3 allée de la Bade, 72300 Précigné, pour intervenir auprès des personnes âgées et personnes en situation de handicap pour l'activité suivante soumise à autorisation :

- assistance dans les actes quotidiens de la vie aux personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou personnes atteintes de pathologies chroniques incluant garde malade à l'exclusion du soin,
- accompagnement et aide à la mobilité hors domicile des personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou des personnes atteintes de pathologies chroniques,
- prestation de conduite du véhicule personnel des personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou des personnes atteintes de pathologies chroniques.

Accusé de réception en préfecture  
03/02/2023 10:20:01  
N° 2023-504-AR  
Date de télétransmission : 13/02/2023  
Date de réception préfecture : 13/02/2023

**Article 2 :**

Cette autorisation vise exclusivement les activités exercées au sein de la résidence services seniors « Espace et Vie » située 121 chemin de la Pommeraie, 38330 Biviers qui constitue le territoire d'intervention du SAAD.

**Article 3 :**

La SARL « G2L BIVIERS » est spécifiquement autorisé à intervenir auprès des bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) mentionnée à l'article L232-1 du CASF et de la prestation de compensation du handicap (PCH) mentionnée à l'article L245-1 du même code comme en dispose l'article L313-1-2 du CASF.

**Article 4 :**

La présente autorisation ne vaut pas habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale, mentionnée à l'article L313-6 alinéa 3 du CASF.

**Article 5 :**

Conformément à l'article L. 313-1, cette autorisation est délivrée pour une durée de 15 ans à compter de sa notification.

Son renouvellement sera subordonné aux conditions définies par l'article L.313-5 du CASF.

**Article 6 :**

La mise en œuvre de la présente autorisation est subordonnée aux conclusions de la visite de conformité mentionnée à l'article L.313-6 du Code de l'action sociale et des familles dont les conditions de mises en œuvre sont prévues par les articles D.313-11 à D.313-14 du même code.

**Article 7 :**

Conformément à l'article L. 313-16 du Code de l'action sociale et des familles, l'autorisation pourra être retirée, si le service ne répond pas aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement définies par décret n°2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile.

**Article 8 :**

La présente autorisation sera enregistrée au fichier national des établissements et services sanitaires et sociaux (FINESS) selon les caractéristiques suivantes :

Identification de l'entité juridique : G2L Biviers

- Adresse : 3 allée de la Bade, 72300 Précigné
- Numéro de SIREN : 914 930 987
- Statut : Société à responsabilité limitée (SAU)

Identification du service : Espace et Vie

- Adresse : 121 chemin de la Pommeraie, 38330 Biviers
- Catégorie : 460 Service Prestataire d'Aide à Domicile
- Agrégat de catégorie : 4605 - Etablissements et services multi clientèles
- Mode de tarification : 01 - service tarif libre

Equipement :

- Discipline : 469 - Aide à domicile
- Mode de fonctionnement : 16 - Prestation en milieu ordinaire
- Clientèle : 010 - Personnes handicapées (tous types de déficiences sans autre indication) et 700 Personnes âgées (sans autre indication)

**Article 9 :**

Conformément à l'article L.313-1 du Code de l'action sociale et des familles, tout changement important relatif à l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service autorisé par cet arrêté, devra être porté à la connaissance du Président du Département.

L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord du Président du Département.

Accusé de réception en préfecture  
038-223800012-20230213-2023-504-AR  
Date de télétransmission : 13/02/2023  
Date de réception préfecture : 13/02/2023

Cette autorisation ne permet pas à la SARL « G2L BIVIERS » de faire fonctionner, dans le département de l'Isère, sans autorisation préalable, un SAAD dans une résidence « Espace et Vie » autre que celle visée ci-dessus.

**Article 10 :**

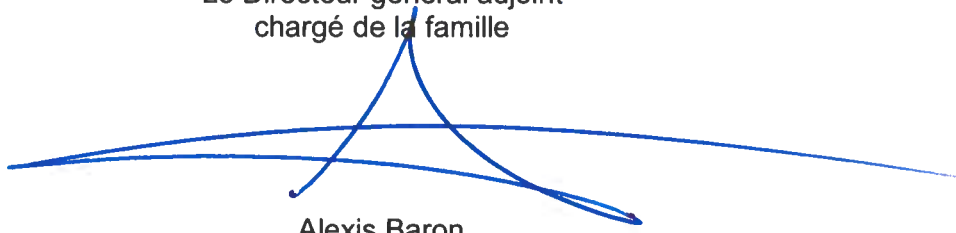
Les recours contentieux contre le présent arrêté devront parvenir aux greffes du tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun – 38000 Grenoble) dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il aura été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

**Article 11 :**

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère et notifié au Président de l'organisme gestionnaire, à Monsieur le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé et à Monsieur le Directeur départemental de la Direccte Rhône-Alpes, Unité Territoriale de l'Isère.

Fait à Grenoble, le 13 FEV. 2023

Pour le Président du Département et par délégation  
Le Directeur général adjoint  
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture  
038-223800012-20230213-2023-504-AR  
Date de télétransmission : 13/02/2023  
Date de réception préfecture : 13/02/2023





**Arrêté n° 2023/935**

Direction de l'autonomie

Service Soutien à domicile des personnes âgées et handicapées

**Arrêté portant habilitation des agents pour exercer la mission de contrôle des établissements et services pour personnes âgées et personnes handicapées**

**Le Président du Conseil départemental**

- Vu** l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,  
**Vu** l'arrêté n° 2005-8392 du 28 décembre 2005 portant organisation des services du Département,  
**Vu** les articles L313-13 à L 313-20 du code de l'action sociale et des familles,  
**Vu** l'article L 331-3 du code de l'action sociale et des familles,  
**Vu** les articles L133-1 à L133-4 du code de l'action sociale et des familles,  
**Vu** le règlement départemental d'aide sociale,  
**Vu** l'arrêté n° 2019-5960 du 30 octobre 2019 portant habilitation des agents pour exercer la mission de contrôle des établissements et services pour personnes âgées,  
**Sur** proposition de la Directrice générale des services,

**Arrête :**

**Article 1 :**

Habilitation est donnée aux agents suivants de la direction de l'autonomie pour exercer la mission de contrôle des Services d'aide et d'accompagnement à domicile pour personnes âgées et personnes handicapées :

- **Madame Emmanuelle Petit**, chef du service soutien à domicile des personnes âgées et handicapées,
- **Madame Lucile Combaluzier**, chargée de projet,
- **Madame Marie Clara Belaubre**, chargée de projet,
- **Madame Florence Court**, chargée de projet,
- **Madame Marine Pittier**, chargée de coordination,
- **Madame Sandrine Pellet**, gestionnaire administrative et financière,
- **Monsieur Jean-Luc Garcin**, gestionnaire administratif et financier

**Article 2 :**

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du Tribunal administratif, place de Verdun à Grenoble, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

**Article 3 :**

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le

Pour le Président du Département et par délégation  
Le Directeur général adjoint  
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture 038-223800012-20230228-2023-935-AR Date de télétransmission : 28/02/2023 Date de réception préfecture : 28/02/2023
---

REPUBLIQUE FRANÇAISE



**Arrêté n° 2023-449**

Direction de l'éducation, de la jeunesse et du sport  
Service protection maternelle infantile et parentalités

**Arrêté relatif au fonctionnement du Centre de santé sexuelle géré par  
l'Union mutualiste pour la gestion du groupe hospitalier mutualiste de Grenoble**

**Le Président du Conseil départemental**

**Vu** le Code de la santé publique notamment les articles L2311-1 à L2311-6 et R2311-7 à R2311-18 ;

**Vu** la loi du 07 février 2022 relative à la protection des enfants qui modifie la dénomination des centres de planification et d'éducation familiale en centres de santé sexuelle ;

**Vu** la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

**Vu** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat complétée par la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 ;

**Vu** la loi n°67-1176 du 28 décembre 1967 relative à la régulation des naissances ;

**Vu** l'arrêté du 5 novembre 1992 relatif aux centres de planification ou d'éducation familiale ;

**Vu** l'arrêté du Président du Conseil départemental du 20 mars 2009 autorisant l'UMGGHM à faire fonctionner le centre de planification et d'éducation familiale ;

**Vu** le rapport favorable de la visite de conformité par le médecin départemental de PMI ;

**Sur** la proposition de la Directrice générale des services du Département ;

**Arrête :**

**Article 1 :**

Monsieur le Président de l'Union mutualiste pour la gestion du groupe hospitalier mutualiste est autorisé à continuer à faire fonctionner le centre de santé sexuelle situé 8 rue Docteur Calmette - 38000 Grenoble.

**Article 2 :**

Le Médecin Directeur du centre de santé sexuelle est le Docteur Anne Angotti, spécialiste en gynécologie obstétrique.

**Article 3 :**

Le centre de santé sexuelle s'assurera le concours du personnel requis par les textes réglementaires sus-visés.

Accusé de réception en préfecture  
038-223800012-20230203-2023-449-AR  
Date de télétransmission : 10/02/2023  
Date de réception préfecture : 10/02/2023

**Article 4 :**

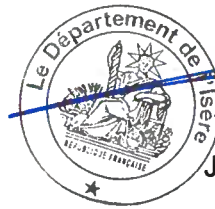
Le centre de santé sexuelle s'engage à exercer ses activités dans les conditions prévues par les textes sus-visés.

**Article 5 :**

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 03 FEV. 2023

Le Président du Conseil départemental



Jean-Pierre Barbier

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Grenoble qui peut être saisi notamment par la voie de l'application « télérecours citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé par écrit devant le Président du Département de l'Isère, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.

Accuse de réception en préfecture  
Date de télétransmission : 10/02/2023  
Date de réception préfecture : 10/02/2023



EXTRAIT DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMISSION PERMANENTE

Séance du 24 février 2023

DOSSIER N° 2023 CP02 C 14 34

**Objet :** Dispositif "Petites villes de demain" : partenariat avec la Banque des Territoires

**Politique :** Solidarité territoriale

**Programme :** Equipements communaux et intercommunaux  
Opération : CDC Petites Villes de Demain - AP9Q

**Service instructeur : DDEV/CLP**

Sans incidence financière

<b>Répartition de subvention</b>	<b>AP9Q</b>			
Imputations	2041481//54	.....	.....	.....
Montant budgété	1 200 000 €	.....	.....	.....
Montant déjà réparti	449 246 €	.....	.....	.....
Montant de la présente répartition	18 700 €	.....	.....	.....
Solde à répartir	732 055 €	.....	.....	.....
Programmation de travaux				
Imputations	.....	.....	.....	.....
Montant budgété	.....	.....	.....	.....
Montant déjà réparti	.....	.....	.....	.....
Montant de la présente répartition	.....	.....	.....	.....
Solde à répartir	.....	.....	.....	.....
Conventions, contrats, marchés				
Imputations	.....	.....	.....	.....
Autres (à préciser)				

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 24 février 2023

**DOSSIER N° 2023 CP02 C 14 34**

Numéro provisoire : 4726 - Code matière : 7.5

Délégation de la commission permanente (*références délégation - articles*) : Délibération de référence pour les délégations : Délibération n°2022 BS 2022 F 32 14 du 24 juin 2022 - Finances - individualiser les crédits votés par l'assemblée départementale : octroyer ou retirer des subventions, participations, prêts et secours, bourses et allocations diverses, décider du versement de cotisations et d'indemnités diverses, hors celles versées aux conseillers départementaux ; affecter les opérations de travaux ;

Acte réglementaire ou à publier : Oui

Dépôt en Préfecture le : 27-02-2023

Exécutoire le : 27-02-2023

Publication le : 27-02-2023

## DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE

La commission permanente,

Vu le rapport du Président N°2023 CP02 C 14 34,

Vu l'avis de la Commission Mobilités, habitat, équipement des territoires, numérique,

### DECIDE

de désaffecter le reliquat libéré sur les opérations soldées de 3 100 € et d'allouer un total de 21 800 € aux 3 opérations listées dans le tableau ci-dessous, dans le cadre des crédits délégués de la Banque des territoires (BDT) pour le dispositif "Petites villes de demain" :

Maitre d'ouvrage	Opération	Montant de l'étude	Autres financeurs	Reste à charge de la commune	Taux de subvention D38	Montant subvention du CD38
Saint-Laurent-du-Pont	Réalisation d'une étude stationnement	13 550 €	Non	13 550 €	50%	6 775 €
Saint-Laurent-du-Pont	Etude de programmation et AMO	26 250 €	Non	26 250 €	50 %	13 125 €
Mens	Accompagnement AURG pour la rédaction de l'ORT	3 800 €	Non	3 800 €	50 %	1 900 €
Total						<b>21 800 €</b>

Pour extrait conforme,

Le Président,



Jean-Pierre Barbier



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**  
**DE LA COMMISSION PERMANENTE**  
 Séance du 24 février 2023  
**DOSSIER N° 2023 CP02 B 38 24**

<b>Objet :</b>	<b>Parcs naturels régionaux - Contributions statutaires</b>
<b>Politique :</b>	<b>Montagne</b>
<b>Parcs naturels régionaux - Contributions statutaires</b>	
<b>Programme :</b>	Contrats de parc
	Opération : Contrats de parc

<b>Service instructeur : DDEV/SMT</b>				
Sans incidence financière				
Répartition de subvention				
Imputations	6568//76	.....	.....	.....
Montant budgété	588 000 €	.....	.....	.....
Montant déjà réparti	0 €	.....	.....	.....
Montant de la présente répartition	587 783 €	.....	.....	.....
Solde à répartir	217 €	.....	.....	.....
Programmation de travaux				
Imputations	.....	.....	.....	.....
Montant budgété	.....	.....	.....	.....
Montant déjà réparti	.....	.....	.....	.....
Montant de la présente répartition	.....	.....	.....	.....
Solde à répartir	.....	.....	.....	.....
Conventions, contrats, marchés				
Imputations	.....	.....	.....	.....
Autres (à préciser)				



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 24 février 2023

**DOSSIER N° 2023 CP02 B 38 24**

Numéro provisoire : 4755 - Code matière : 7.5

Délégation de la commission permanente (*références délégation - articles*) : Délibération de référence pour les délégations : Délibération n°2021 CD CD 32 4 du 1er juillet 2021

Acte réglementaire ou à publier : Oui

Dépôt en Préfecture le : 27-02-2023

Exécutoire le : 27-02-2023

Publication le : 27-02-2023

## DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE

La commission permanente,

Vu le rapport du Président N°2023 CP02 B 38 24,

Vu l'avis de la Commission Développement, tourisme, environnement, montagne, forêt, agriculture,

### DECIDE

de verser les contributions statutaires du Département aux syndicats mixtes des Parcs naturels régionaux de Chartreuse à hauteur de 236 394 € et du Vercors à hauteur de 351 389 €.

Pour extrait conforme,

Le Président,

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping strokes, positioned above the printed name of the president.

Jean-Pierre Barbier

Ne prennent pas part au vote : Mmes Chardon, De Smedt, Dolgopyatoff Burlet, Faure, Gérin, Guichard, Hours, Kohly, Martin-Grand, Puissat et MM. Benhamou, Borg, Duranton, Longo, Mulyk, Perazio, Polat, Suszylo.



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**  
**DE LA COMMISSION PERMANENTE**  
Séance du 24 février 2023  
**DOSSIER N° 2023 CP02 F 31 44**

**Objet :**                    **Adaptation des emplois**

**Politique :**                **Ressources humaines**

**Programme :**            Effectifs budgétaires  
Opération :

**Service instructeur : DRH/P2E**

**Sans incidence financière**

Répartition de subvention

Imputations .....                    .....                    .....                    .....

Montant budgété .....                    .....                    .....                    .....

Montant déjà réparti .....                    .....                    .....                    .....

Montant de la présente répartition .....                    .....                    .....                    .....

Solde à répartir .....                    .....                    .....                    .....

Programmation de travaux

Imputations .....                    .....                    .....                    .....

Montant budgété .....                    .....                    .....                    .....

Montant déjà réparti .....                    .....                    .....                    .....

Montant de la présente répartition .....                    .....                    .....                    .....

Solde à répartir .....                    .....                    .....                    .....

Conventions, contrats, marchés

Imputations .....                    .....                    .....                    .....

Autres (à préciser)

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 24 février 2023

**DOSSIER N° 2023 CP02 F 31 44**

Numéro provisoire : 4731 - Code matière : 4.1.1.1

Délégation de la commission permanente (*références délégation - articles*) : Administration générale - adapter les emplois et les effectifs dans le respect du budget voté pour les ressources humaines et dans la limite de l'effectif maximum autorisé par l'assemblée départementale ;

Acte réglementaire ou à publier : Oui

Dépôt en Préfecture le : 27-02-2023

Exécutoire le : 27-02-2023

Publication le : 27-02-2023

## DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE

La commission permanente,

Vu le rapport du Président N°2023 CP02 F 31 44,

Vu l'avis de la Commission Finances, ressources humaines, moyens généraux,

### DECIDE

- **d'approuver** les adaptations de postes ci-après :

#### **1. Suppressions / créations de postes**

##### Direction des mobilités

Service ouvrages d'art et risques naturels :

- suppression d'un poste de technicien
- création d'un poste d'ingénieur

##### Direction de l'autonomie

Service accueil et information :

- suppression de deux postes d'adjoints administratifs
- création de deux postes de rédacteurs

##### Direction territoriale du Haut-Rhône dauphinois

Service aménagement :

- suppression d'un poste d'agent de maîtrise
- création d'un poste d'adjoint technique

##### Direction territoriale de la Porte des Alpes

Service autonomie :

- suppression d'un poste d'assistant socio-éducatif
- création d'un poste d'infirmier en soins généraux

Service action médico-sociale Est :

- suppression d'un poste d'assistant socio-éducatif
- création d'un poste de puéricultrice

#### Direction territoriale de l'Isère rhodanienne

Service développement social de Vienne :

- suppression d'un poste de rédacteur
- création d'un poste d'adjoint administratif

Service autonomie :

- suppression de deux postes de rédacteurs
- création de deux postes d'adjoints administratifs

Service enfance famille :

- suppression d'un poste de cadre de santé
- création d'un poste de puéricultrice

Service éducation :

- suppression d'un poste d'attaché
- création d'un poste de technicien

#### Direction territoriale de la Bièvre

Service développement social :

- suppression d'un poste d'attaché
- création d'un poste d'assistant socio-éducatif

Service autonomie :

- suppression d'un poste de rédacteur
- création d'un poste d'adjoint administratif

#### Direction territoriale de Voironnais Chartreuse

Service autonomie :

- suppression d'un poste de rédacteur
- création d'un poste d'adjoint administratif

#### Direction du social de l'Agglomération grenobloise

Service local de solidarité de Fontaine :

- suppression d'un poste de rédacteur
- création d'un poste d'adjoint administratif

Service autonomie :

- suppression d'un poste d'adjoint technique
  - création d'un poste d'adjoint administratif
- 
- suppression de cinq postes de rédacteurs
  - création de cinq postes d'adjoints administratifs

- **d'approuver** les propositions ci-après :

## **2. Précisions sur certains emplois**

### Direction des finances

Un poste d'expert(e) marchés est vacant au service administratif et financier 4. Face à la difficulté de recruter un titulaire : proposition d'ouvrir la possibilité de recruter un agent contractuel en application de l'article L332-8 du Code général de la fonction publique.

Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux et le régime indemnitaire fixé conformément à la délibération du 21/06/2019 (DM1 2019) modifiée.

### Direction de l'innovation numérique et système d'information

Un poste de technicien(ne) réseaux est vacant au service infrastructures techniques et exploitation. Face à la difficulté de recruter un titulaire : proposition d'ouvrir la possibilité de recruter un agent contractuel en application de l'article L332-8 du Code général de la fonction publique.

Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux et le régime indemnitaire fixé conformément à la délibération du 21/06/2019 (DM1 2019) modifiée.

### Direction des ressources humaines

Un poste de responsable de pôle est vacant au service recrutement, mobilité et compétences. Face à la difficulté de recruter un titulaire : proposition d'ouvrir la possibilité de recruter un agent contractuel en application de l'article L332-8 du Code général de la fonction publique.

Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux et le régime indemnitaire fixé conformément à la délibération du 21/06/2019 (DM1 2019) modifiée.

### Direction des relations extérieures

Un poste de chargé(e) de communication est vacant au service de la communication et de l'évènementiel. Face à la difficulté de recruter un titulaire : proposition d'ouvrir la possibilité de recruter un agent contractuel en application de l'article L332-8 du Code général de la fonction publique.

Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux et le régime indemnitaire fixé conformément à la délibération du 21/06/2019 (DM1 2019) modifiée.

### Direction des mobilités

Un poste de chargé(e) d'opérations est vacant au service ouvrages d'art et risques naturels. Face à la difficulté de recruter un titulaire : proposition d'ouvrir la possibilité de recruter un agent contractuel en application de l'article L332-8 du Code général de la fonction publique.

Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux et le régime indemnitaire fixé conformément à la délibération du 21/06/2019 (DM1 2019) modifiée.

### Direction de l'autonomie

Un poste de gestionnaire administratif(ve) est vacant service accueil et information. Face à la difficulté de recruter un titulaire : proposition d'ouvrir la possibilité de recruter un agent contractuel en application de l'article L332-8 du Code général de la fonction publique.

Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux et le régime indemnitaire fixé conformément à la délibération du 21/06/2019 (DM1 2019) modifiée.

Deux postes de secrétaires médico-sociales sont vacants au service soutien à domicile PA/PH. Face à la difficulté de recruter des titulaires : proposition d'ouvrir la possibilité de recruter des agents contractuels en application de l'article L332-8 du Code général de la fonction publique.

Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux et le régime indemnitaire fixé conformément à la délibération du 21/06/2019 (DM1 2019) modifiée.

Un poste de référent(e) technique est vacant au service soutien à domicile PA/PH. Face à la difficulté de recruter un titulaire : proposition d'ouvrir la possibilité de recruter un agent contractuel en application de l'article L332-8 du Code général de la fonction publique.

Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux et le régime indemnitaire fixé conformément à la délibération du 21/06/2019 (DM1 2019) modifiée.

### Direction des solidarités

Un poste de référent(e) technique est vacant à la direction. Face à la difficulté de recruter un titulaire : proposition d'ouvrir la possibilité de recruter un agent contractuel en application de l'article L332-8 du Code général de la fonction publique.

Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux et le régime indemnitaire fixé conformément à la délibération du 21/06/2019 (DM1 2019) modifiée.

Un poste de chargé(e) de mission ainsi qu'un poste de chef de projet stratégique sont également vacants à la direction. Face à la difficulté de recruter des titulaires : proposition d'ouvrir la possibilité de recruter des agents contractuels en application de l'article L332-8 du Code général de la fonction publique.

Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux et le régime indemnitaire fixé conformément à la délibération du 21/06/2019 (DM1 2019) modifiée.





Un poste de gestionnaire administratif(ve) et financier(ère) est vacant au service logement. Face à la difficulté de recruter un titulaire : proposition d'ouvrir la possibilité de recruter un agent contractuel en application de l'article L332-8 du Code général de la fonction publique.

Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux et le régime indemnitaire fixé conformément à la délibération du 21/06/2019 (DM1 2019) modifiée.

#### Direction territoriale de la Porte des Alpes

Un poste de gestionnaire de la relation usager est vacant à la direction. Face à la difficulté de recruter un titulaire : proposition d'ouvrir la possibilité de recruter un agent contractuel en application de l'article L332-8 du Code général de la fonction publique.

Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux et le régime indemnitaire fixé conformément à la délibération du 21/06/2019 (DM1 2019) modifiée.

Un poste de chargé(e) de médiation familiale et conjugale ainsi qu'un poste de chargé(e) de prévention « bien vieillir » sont vacants au service action médico-sociale Est. Face à la difficulté de recruter des titulaires : proposition d'ouvrir la possibilité de recruter des agents contractuels en application de l'article L332-8 du Code général de la fonction publique.

Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs territoriaux et le régime indemnitaire fixé conformément à la délibération du 21/06/2019 (DM1 2019) modifiée.

Un poste de référent(e) médico-social(e) autonomie est vacant au service autonomie. Face à la difficulté de recruter un titulaire : proposition d'ouvrir la possibilité de recruter un agent contractuel en application de l'article L332-8 du Code général de la fonction publique.

Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des infirmiers territoriaux en soins généraux et le régime indemnitaire fixé conformément à la délibération du 21/06/2019 (DM1 2019) modifiée.

#### Direction territoriale de l'Isère rhodanienne

Un poste de gestionnaire des dispositifs sociaux est vacant au service développement social à Vienne. Face à la difficulté de recruter un titulaire : proposition d'ouvrir la possibilité de recruter un agent contractuel en application de l'article L332-8 du Code général de la fonction publique.

Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux et le régime indemnitaire fixé conformément à la délibération du 21/06/2019 (DM1 2019) modifiée.

Un poste de travailleur social est vacant au service enfance famille. Face à la difficulté de recruter un titulaire : proposition d'ouvrir la possibilité de recruter un agent contractuel en application de l'article L332-8 du Code général de la fonction publique.

Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs territoriaux et le régime indemnitaire fixé conformément à la délibération du 21/06/2019 (DM1 2019) modifiée.

Le poste d'adjoint au chef du service éducation est vacant. Face à la difficulté de recruter un titulaire : proposition d'ouvrir la possibilité de recruter un agent contractuel en application de l'article L332-8 du Code général de la fonction publique.

Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux et le régime indemnitaire fixé conformément à la délibération du 21/06/2019 (DM1 2019) modifiée.

Un poste de référent(e) administratif(ve) autonomie est vacant au service autonomie. Face à la difficulté de recruter un titulaire : proposition d'ouvrir la possibilité de recruter un agent contractuel en application de l'article L332-8 du Code général de la fonction publique.

Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux et le régime indemnitaire fixé conformément à la délibération du 21/06/2019 (DM1 2019) modifiée.

#### Direction territoriale du Grésivaudan

Un poste de référent(e) médico-social(e) autonomie est vacant au service autonomie. Face à la difficulté de recruter un titulaire : proposition d'ouvrir la possibilité de recruter un agent contractuel en application de l'article L332-8 du Code général de la fonction publique.

Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des assistants sociaux-éducatifs territoriaux et le régime indemnitaire fixé conformément à la délibération du 21/06/2019 (DM1 2019) modifiée.

#### Direction du social de l'Agglomération grenobloise

Deux postes d'assistant(e)s sociaux(les) de polyvalence sont vacants au service local de solidarité de Saint-Martin-d'Hères. Face à la difficulté de recruter des titulaires : proposition d'ouvrir la possibilité de recruter des agents contractuels en application de l'article L332-8 du Code général de la fonction publique.

Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des assistants sociaux-éducatifs territoriaux et le régime indemnitaire fixé conformément à la délibération du 21/06/2019 (DM1 2019) modifiée.

Deux postes de référent(e)s médico-sociaux(les) autonomie sont vacants au service autonomie. Face à la difficulté de recruter des titulaires : proposition d'ouvrir la possibilité de recruter des agents contractuels en application de l'article L332-8 du Code général de la fonction publique.

Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des assistants sociaux-éducatifs territoriaux et le régime indemnitaire fixé conformément à la délibération du 21/06/2019 (DM1 2019) modifiée.

Un poste de référent(e) administratif(ve) autonomie est vacant au service autonomie. Face à la difficulté de recruter un titulaire : proposition d'ouvrir la possibilité de recruter un agent contractuel en application de l'article L332-8 du Code général de la fonction publique.

Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux et le régime indemnitaire fixé conformément à la délibération du 21/06/2019 (DM1 2019) modifiée.

Pour extrait conforme,

Le Président,

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping, sweeping lines that form a stylized, somewhat abstract shape. The signature is positioned above the printed name 'Jean-Pierre Barbier'.

Jean-Pierre Barbier

REPUBLIQUE FRANÇAISE



**Arrêté n°2023-470**

Direction des ressources humaines  
Service gestion du personnel

**ARRETE PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE ET ATTRIBUTION POUR  
LA DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA MODERNISATION DU SERVICE AU PUBLIC**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

**Vu** l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales ;

**Vu** l'arrêté n°2022-5166 portant organisation des services du Département ;

**Vu** l'arrêté n°2021-6175 portant délégation de signature et attribution pour la direction de la performance et de la modernisation du service au public ;

**Vu** l'arrêté n°2023-79 nommant Madame **Ségoène OLIVIER**, adjointe à la cheffe du service relations à l'utilisateur à compter du 1<sup>er</sup> février 2023,

**Sur** proposition de la Directrice générale des services du Département,

**Arrête :**

**Article 1 :**

L'arrêté n°2021-6175 portant délégation de signature et attribution pour la direction de la performance et de la modernisation du service au public est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Article 2 :**

Les directions départementales pilotent des politiques publiques entrant dans le cadre de leurs attributions. A ce titre, elles conduisent des projets stratégiques, gèrent la commande publique, pilotent des dispositifs d'aide, participent à la construction du budget, animent des partenariats départementaux, élaborent des délibérations, assurent le secrétariat des commissions préalables aux séances publiques et commissions permanentes et administrent les logiciels métiers.

**Article 3 :**

La Direction de la Performance et de la Modernisation du service au public (DPM) pilote les politiques de Modernisation de l'action départementale ainsi que la politique de Performance des services départementaux afin de garantir la continuité d'un service public renouvelé et adapté aux transformations sociétales et techniques. A ce titre, elle est notamment dotée des compétences suivantes :

**Au titre de la politique de Modernisation**

- Assurer l'accueil physique et téléphonique des sites départementaux ;
- Piloter les dispositifs de relation aux usagers ;
- Développer la communication interne ;
- Piloter les démarches d'innovation.

## Au titre de la politique de Performance

- Conduire l'évaluation des politiques publiques ;
- Produire des données d'observation et des analyses thématiques ou territoriales ;
- Assurer la veille informationnelle et constituer un centre de ressources documentaires ;
- Mener des missions d'audit interne et de contrôle des structures partenaires ;
- Animer le dispositif de gestion des risques ;
- Animer et suivre le projet d'administration.

### Article 4 :

Délégation est donnée à Madame **Agnès BACHELOT-JOURNET**, directrice et à (poste vacant), directeur adjoint et chef du service communication interne et innovation, pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction de la performance et de la modernisation du service au public, à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe, adressées notamment aux élus,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de mission pour l'étranger ou utilisant un autre moyen de transport que le train ou la voiture.

### Article 5 :

Délégation est donnée à :

- (Poste vacant), chef du service communication interne et innovation,
- Madame **Marie-Christine DE GOURNAY**, cheffe du service audit,
- Madame **Ariane PONT**, cheffe du service accompagnement au pilotage des objectifs et des risques,
- Madame **Sophie ROBERT**, cheffe du service observation, documentation et évaluation,
- Madame **Valérie MICHAUD**, cheffe du service relations à l'utilisateur,  
Monsieur **Stéphane CONTREMOULIN**, adjoint à la cheffe du service relations à l'utilisateur,  
Madame **Ségolène OLIVIER**, adjointe à la cheffe du service relations à l'utilisateur,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans leurs attributions, à l'exclusion des actes visés à l'article 4 ci-dessus et des actes suivants :

- marchés, avenants, et actes de sous-traitance en procédure formalisée,
- arrêtés de subventions,
- conventions avec incidence financière et de leurs avenants,

- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou les départements limitrophes,
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine.

**Article 6 :**

En cas d'absence simultanée de Madame **Agnès BACHELOT-JOURNET** et de (poste vacant), la délégation qui leur est conférée peut être assurée par un des directeurs ou directeurs adjoints d'une autre direction du même pôle.

**Article 7 :**

En cas d'absence d'un chef de service ou d'un adjoint au chef de service de la Direction de la Performance et de la Modernisation du service au public, la délégation qui leur est conférée par l'article 5 peut être assurée par l'un des chefs de service ou adjoints au chef de service de la Direction de la Performance et de la Modernisation du service au public.

**Article 8 :**

Le présent arrêté entrera en vigueur à compter de l'accomplissement des mesures de publicité adéquates (affichage, publication, mise en ligne) et de la transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

**Article 9 :**

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 01/02/2023

Le Président du Conseil départemental

Jean-Pierre Barbier

Date d'affichage : 01/02/2023

Date de dépôt en Préfecture : 01/02/2023

Hôtel du Département de l'Isère - CS 41096 - 38022 GRENOBLE CEDEX –  
Tél : 04.76.00.38.38

Directrice de la publication : Séverine Battin  
Rédaction et abonnement : service relations usagers